



Association Pour la Médiation Familiale

A.P.M.F. - 11 rue Beccaria, 75012 PARIS - tél. 01 43 40 29 32 – fax 01 43 40 30 09

apmfrance@wanadoo.fr
www.mediationfamiliale.asso.fr

Les cahiers De la Médiation Familiale

EDITORIAL

Aux côtés de « la nouvelle lettre » voici donc :

Les cahiers de la médiation familiale.

Si la lettre est destinée à transmettre des informations et constitue un organe de communication entre les adhérents de l'APMF, les cahiers ont vocation à la réflexion et aspirent à participer au débat sur la conceptualisation, la définition, la professionnalisation de la médiation familiale.

Ce document porte le numéro « 0 » ; il constitue à nos yeux la préfiguration de la revue que nous envisageons de faire paraître tous les semestres. Vous trouverez dans chaque exemplaire des cahiers une première partie consacrée à la réflexion autour d'un thème central et une seconde partie appelée : « libres opinions » dans laquelle le sujet abordé est laissé à l'initiative de son auteur.

Ce premier numéro des cahiers reprend ainsi les sujets abordés à l'occasion de la journée d'étude de l'APMF organisée le 1 février 2003 ; la médiation familiale, pratiques et éthique et les comptes rendus d'ateliers à ces journées. Nous avons délibérément choisi de renoncer à l'unicité d'écriture, pour rester fidèle à la pensée de l'auteur et relate, à l'occasion, les propos tels qu'ils ont été formulés ce jour là, y compris lorsqu'ils s'écartent de la position soutenue par notre association.

Vous trouverez dans « les libres opinions » des réflexions de praticiens de la médiation familiale ainsi que d'autres professionnels qui se risquent à essayer de cerner les frontières entre leur champ et le notre. Des usagers nous font part de l'aventure vécue...

Ecrire c'est non seulement tenter de clarifier sa pensée mais c'est aussi accepter de se soumettre à la critique de l'autre...aussi j'adresse mes remerciements les plus sincères à tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro, leurs coordonnées sont disponibles au siège de l'association pour la médiation familiale. Certains articles nous sont parvenus trop tardivement pour une parution dans ce présent numéro ; ils seront publiés ultérieurement.

Merci de nous faire part de vos remarques...et de nous transmettre vos documents à publier...**parole de médiateur.**

Bernard CORTOT
Président de l'APMF

Sommaire

Avant propos	p.4	Bernard CORTOT
Présentation des journées	p .6	Agnès VAN-KOTE- Christine de GAULEJAC
Ethique et épistémologie des pratiques d'influence	p.9	Jacques RIFFAULT

Ateliers

Introduction des ateliers	p.23	Agnès VAN-KOTE Christine de GAULEJAC
Les écrits en médiation familiale	p.24	Isabelle JUES
L'éthique en médiation familiale	p .26	Pierre GRAND
Médiation familiale et thérapies	p.27	Bernard CORTOT
Gratuité et paiement des entretiens	p.29	Laurence GUILLOT Dominique LEFEUVRE Marie LEWIS
Le cadre et le processus en médiation familiale	p.36	Claire DENIS
Le médiateur et sa profession d'origine	p.40	Brigitte GARY Isabelle PASQUIER Françoise EVERAAS
Médiation familiale et institution judiciaire	p.45	
Médiation familiale et protection de l'enfance	p.47	Marie Claude SIXDENIER
En guise de conclusion	p.50	

Libres opinions

L'art d'être père au quai		
Point rencontre /médiation familiale	p.57	Claire DENIS
A propos des accords durables	p.61	Bernard CORTOT
Médiation familiale et la loi sur l'autorité parentale	p .63	Claude BARRIER
Médiation familiale et thérapies	p.66	Bernard CORTOT
A propos de médiation familiale et thérapies	p.73	Michel MAESTRE
L'être et l'avoir dans la médiation familiale	p.77	Caroline DANIEL

AVANT PROPOS

Sur quels supports théoriques le médiateur familial fonde t-il sa pratique ? Cette question a toujours été évacuée au motif que la Médiation Familiale se situerait « au carrefour de... » . Ce raccourci explicatif en a légitimé un autre puisque le candidat médiateur doit, comme préalable à la fonction, venir de l'un ou l'autre des champs qui conduisent à ce carrefour, identifié comme lieu commun :

- le champ juridique
- le champ social
- le champ psychologique
- le champ éducatif

Bien entendu ce présupposé impliquerait malgré tout une vision du monde (de la séparation) qui serait commune, mais a-t-on pris soin d'en définir le sens ?... qui peut prétendre ainsi que l'inscription dans l'un ou l'autre des champs ci-dessus identifiés s'origine d'une démarche partagée?

Ces origines « singulières » ont pour conséquence (mais n'est-ce pas naturel ?) la juxtaposition de pratiques diversifiées sans qu'il soit toujours aisé de repérer ce que ces dernières ont de commun, en dehors du fait que les usagers traversent une séparation.

Si dans cette logique, des pratiques multiformes coexistent, on s'aperçoit également que le médiateur « singulier » ne réfère pas toujours sa pratique à un modèle unique. Ce dernier va dépendre en effet de plusieurs variables :

- médiation « spontanée »
- médiation « ordonnée »
- logique politique
- pressions d'origine « institutionnelle »
- pressions d'origine « judiciaire »
- etc....

Variables qui vont, de fait, laisser une place plus ou moins importante à la demande explicite des sujets.

La journée d'étude du 31 Janvier 2003 de l'APMF s'est organisée autour « des pratiques ». Sans surprises, cette journée a fait le constat de pratiques « multiformes ». Rien de bien étonnant me direz-vous, sauf que ces pratiques ne découlent pas toujours de stratégies adaptées à la situation rencontrée, elles sont bien plus souvent sous-tendues par **des modèles différents**.

L'habitude a été prise de classer les médiateurs familiaux à partir des techniques ou des grilles de lectures employées par ces derniers (inspiration psychanalytique, vision systémique, négociation raisonnée). Cette position tend ainsi à présenter la médiation comme une entité facilement repérable et uniforme dans laquelle on ne pourrait repérer que des « différences de style ». Cette « mauvaise habitude » élude de fait la question du sens qui est loin d'être une question définitivement réglée !...

A quoi bon discourir sur les compétences nécessaires à l'exercice de la fonction (de médiateur familial) si un accord à minima ne se dessine pas au préalable sur les fondements théoriques et la finalité de l'intervention ? Ce constat nous a tout naturellement conduit à négliger délibérément « la technique » employée par le praticien pour nous intéresser de plus près au but poursuivi par ce dernier.

Nous avons au cours de cette journée « visité » pratiques et modèles qui prennent le nom aujourd'hui de Médiation Familiale.

Au terme de « cette visite » une conclusion pourrait se dessiner :

Quels pratiques et modèles résisteront demain à l'apparition du diplôme ?

Hier, la médiation familiale se définissait (surtout) par le moment singulier de sa genèse : la rupture de conjugalité. On évoque désormais une extension aux ruptures d'un tout autre niveau logique : les « ruptures de communications ». Si sur le premier champ, le praticien ne rencontrait que bien peu de professionnels intéressés, sur les seconds, d'autres ont prouvé, et ce depuis bien longtemps, leur compétence ! En quoi notre méthode serait-elle donc pertinente ?

La journée d'étude du 31 janvier s'est ainsi donnée comme objectif de participer à la clarification théorique plus que jamais nécessaire !

Bernard CORTOT

PRESENTATION des JOURNEES

Nous sommes réunis aujourd'hui pour nos journées d'études annuelles qui, cette année, ont pour thème :

Médiation Familiale Pratique et Ethique

Parole des médiateurs familiaux

Ces journées s'inscrivent dans la continuité d'un travail amorcé dès l'année 2000, autour du choix de la professionnalisation de la pratique de la Médiation Familiale.

Depuis trois ans, nous travaillons et réfléchissons collectivement à la façon dont la professionnalisation va pouvoir s'instituer, sans que cette institutionnalisation se fasse au détriment de notre conception de la Médiation Familiale, en un mot : sans y perdre notre âme.

Nos journées d'étude de 2000 avaient posé l'orientation vers la professionnalisation. Celles de 2001 ont eu pour thème une question permettant de fonder le sens de notre professionnalisation et portaient sur le thème : « l'identité de la Médiation Familiale : <<convergences et divergences. >> En effet, si nous étions bien d'accord sur l'idée de professionnalisation, comment allait se construire notre identité professionnelle ? Ce travail nous montre que la professionnalisation ne s'instaurerait pas si facilement dans un champ professionnel déjà organisé et structuré autour de praticiens reconnus (avocats, magistrats, travailleurs sociaux, psychologues, thérapeutes, etc...) qui chacun peuvent se réclamer d'une partie des activités proposées dans le cadre de la pratique de la Médiation Familiale.

Ceci a nécessité de clarifier le contenu de notre activité et de le distinguer de celle des autres professionnels. Cette distinction ne va pas sans réveiller une concurrence ou une volonté d'hégémonie des uns et/ou des autres et nous a bien montré que là comme ailleurs, il était nécessaire de passer de la compétition à la co-médiation, si le domaine de compétence du médiateur et la nature de l'activité de ce dernier empruntaient aux champs des psychologues et des travailleurs sociaux dans l'écoute et l'accompagnement des personnes en souffrance et en difficulté, il empruntait également au champ juridique en offrant un lieu d'organisation du contenu de l'autorité parentale par exemple.

Comment créer les conditions d'une complémentarité professionnelle sans se vivre concurrents ?

Cette identité propre du médiateur familial nous a parue d'autant plus complexe à établir que la plupart des médiateurs familiaux, aujourd'hui en activité, sont issus des champs professionnels précités et ont du faire, pour accéder à leur nouveau positionnement professionnel, ce fameux « quart de tour » permettant de regarder les choses autrement et aborder autrement leurs interlocuteurs et clients.

Ce « quart de tour » et l'apprentissage y afférent a été, entre autre, l'objet de formations longues qu'ils ont du, malgré leurs acquis antérieurs, effectuer pour devenir médiateurs familiaux. Cette formation longue que nous défendons depuis des années a, en effet, été mise en place dès octobre 1992, dans le cadre de la Commission Formation de l'A.P.M.F. et a permis l'élaboration de la Charte Européenne de Formation des Médiateurs Familiaux.

Aujourd'hui, ce document constitue la référence à laquelle adhèrent les principaux centres de formation, dans l'attente de la mise en place d'un Diplôme d'Etat. Il a servi de base à la réflexion du Conseil National Consultatif de la Médiation Familiale. Les interrogations et réflexions suscitées par cette perspective nous ont poussé à donner ce thème à nos journées d'étude de 2002 .

La formation des médiateurs familiaux, formation initiale, formation continue :
Pour qui ? Pour quoi ? Comment ?

Nous avons pour ce faire diffusé auprès de nos adhérents un questionnaire portant sur la formation. Les résultats obtenus nous ont conduit à organiser quatre ateliers autour des thèmes suivants :

- les trajectoires professionnelles, ou comment arrive-t-on en Médiation Familiale
- l'organisation de la formation
- le contenu de la formation
- l'analyse de la pratique et la supervision.

Ceci nous a permis de construire, à partir des réponses reçues, un profil du candidat à la formation de médiateur familial, à savoir une femme, âgée de 49 ans en moyenne, et issue le plus souvent d'une profession sociale.
Mais je ne vais pas reprendre ici tous les éléments rapportés lors de ces dernières journées.

Je tenais juste à souligner la continuité ou le fil directeur du travail de réflexion déjà accompli et permettant d'ouvrir sur ce que nous voulons soumettre aujourd'hui à votre réflexion dans les ateliers.

Concrètement : quelles sont-elles ?

- ➔ Quelles sont les façons de faire ? »
- ➔ Quelles questions éthiques se posent dans la mise en œuvre des décisions de médiation familiale ?

Mais je passe la parole à Agnès van KOTE, pour qu'elle vous présente notre intervenant de ce matin :

Agnès VAN KOTE :

Nous accueillons ce matin Jacques RIFFAULT. Bonjour ! C'est une rencontre avec Stéphane DITCHEV qui vous amène parmi nous. Jacques RIFFAULT, vous êtes responsable de projet à l'Institut de Formation aux métiers de l'éducation spécialisée et de l'accompagnement social à BUC Ressources à côté de Versailles. Educateur spécialisé de formation, c'est dans le champ de la philosophie que vous inscrivez votre démarche intellectuelle. Vous êtes l'auteur de « Penser l'écrit professionnel en travail social », l'écrit professionnel, nous précisez-vous, en tant qu'il concerne les autres... ainsi que de nombreuses publications qui témoignent de votre préoccupation autour de l'éthique et de l'épistémologie des pratiques. Vous menez actuellement une recherche dans le cadre d'une thèse de doctorat sur le thème des référentiels théoriques du travail social. Vous avez souhaité que votre intervention s'intitule « Ethique et épistémologie des pratiques d'influence ». Introduisant notre journée d'études sur les pratiques de médiation familiale, il vous paraissait important que ces trois notions soient gardées. Vous nous expliquerez la raison de votre choix et vous nous montrerez :

- comment les pratiques de médiation peuvent s'apparenter à des pratiques d'influence
- et les questions éthiques et problèmes épistémologiques que ces pratiques peuvent poser.

Des ateliers animés par des médiateurs familiaux, construits à partir de leurs pratiques et de questions qu'elles soulèvent feront suite à votre intervention. Ecouter et partager votre réflexion participera à la qualité de ces échanges.

Agnès Van KOTE et Christine de GAULEJAC

ÉTHIQUE ET EPISTEMOLOGIE DES « PRATIQUES D'INFLUENCE »

La « médiation familiale » comme « pratique d'influence »

Par « pratiques d'influence » et selon la définition qu'en donne le Grand Robert de l'étymologie, nous entendrons « l'action, le plus souvent graduelle et continue qu'exerce une personne ou une chose sur une autre ». Le Grand Robert précise « influence qui agit, produit divers effets, qui amène, entraîne des changements, des modifications chez l'autre ».

On peut appliquer à cette notion telle qu'elle vient d'être définie une réflexion de Paul Valéry portant sur la critique littéraire ou esthétique : « Il n'est pas de mot qui vienne plus aisément ni plus souvent sous la plume de la critique que le mot d'influence. Il n'est pas de notion plus vague parmi les vagues notions qui composent l'armement illusoire de l'esthétique. Toutefois, ajoute-t-il, rien dans l'examen de nos productions qui n'intéresse plus philosophiquement l'intellect et doive plus exciter à l'analyse que cette modification progressive d'un esprit par un autre » (Variétés 2, page 196).

Ou, plus proche de ce qui nous réunit ici, Freud. Freud, dont toute l'œuvre peut être comprise comme animée par le souci de soustraire ce qu'il invente, la psychanalyse, à tout reproche d'irrationalisme ou de « suggestion », n'aimait pas beaucoup non plus ce terme, pour les mêmes raisons... Il ne l'emploie presque jamais, sauf une fois, très remarquable, dans la préface qu'il a donnée au livre d'August Aichorn, Jeunesse à l'abandon, pour dire ceci : « Cet ouvrage aborde une partie d'un problème général : quelle influence éducative peut-on exercer sur les jeunes asociaux ? » Autrement dit, s'il récuse la notion d'influence dans le champ de la clinique psychanalytique, qui doit justement s'en débarrasser pour laisser s'accomplir la dynamique du transfert et son analyse, il n'en va pas de même pour des pratiques sociales aussi importantes que l'éducation, et à laquelle il faudrait ajouter, avec lui, gouverner et soigner « ces métiers difficiles et incertains, quant aux méthodes qu'ils utilisent, quant à la mesure de l'efficacité qu'ils peuvent avoir, quant aux statuts qui les régissent, incertains en ce sens qu'ils n'ont jamais été assurés d'entraîner la reconnaissance de ceux auxquels ils s'appliquent ». Ces activités, lorsqu'elles sont accomplies conformément à leur concept, visent en effet au développement de l'autonomie de l'autre ou des autres en les considérant comme les agents essentiels de leur propre autonomie, c'est-à-dire, pour parler plus simplement, que l'autonomie y est à la fois fin et moyen et exclut donc la contrainte aussi bien que n'importe quelle autre forme de manipulation. À défaut de celle-ci, c'est en effet par ce qu'il nous faut bien appeler « l'influence », que la visée peut se réaliser.

La médiation familiale appartient bien à ces activités conscientes et réfléchies qui tout à la fois visent et entraînent des changements chez les autres, parfois très éloignés des intentions initiales, par une action, ou plutôt un processus d'interaction graduel et continu dont ils sont eux-mêmes à la fois les sujets et les objets, c'est-à-dire qu'elle est « une pratique d'influence » au sens où nous l'avons définie et soigneusement distinguée des pratiques de manipulation mentale avec lesquelles elle est le plus souvent confondue.

Éthique et épistémologie : deux interrogations nécessaires et indissociables dans ce contexte

L'éthique a pour objet le jugement d'appréciation (distincte de la description et de l'explication) en tant qu'il s'applique à la distinction proprement humaine du bien et du mal. Elle concerne donc la question des fins et celle des moyens, en elles mêmes et dans leurs rapports. « La fin justifie-t-elle les moyens ? », question connue, est ainsi une question éthique première ... Elle concerne en effet « la valeur » de l'action relativement aux fins qui la justifient ou non... Nous y reviendrons.

L'épistémologie, discours sur le savoir, quant à elle, interroge les principes, les hypothèses et les résultats des diverses sciences, pour en déterminer l'origine logique, leur valeur relativement à la vérité et leur portée objective. Dans le cas qui nous occupe ici des sciences dites cliniques où le savoir émerge constamment de l'activité elle-même, où élucidation et effets de changement se conditionnent réciproquement, on peut et on doit, parler d'épistémologie de la pratique. Et comme cette pratique a pour cadre et pour objet les relations humaines sur lesquelles elle exerce une « influence » et produit des changements, son épistémologie ne peut être dissociée de l'éthique.

Pourquoi, s'agissant d'intervention sociale de médiation se préoccuper de cela ?

Les questions pour qui ? Pourquoi ? Et comment ? C'est-à-dire de l'éthique (pour qui, pour quoi, à quelles fins ?) et de l'épistémologie (suivant quelles méthodes et quelle approche c'est-à-dire à l'aide de quelles connaissances ?) sont bien les préoccupations naturelles d'acteurs et de sujets engagés dans une action qu'ils ne veulent pas « aveugle » mais consciente, réfléchie, et donc rationnelle, s'appuyant en effet sur des « valeurs », des connaissances et des méthodes qu'ils puissent partager, fussent-elles « incertaines » le tout faisant « sens » pour eux et pour ceux qui en reconnaissent l'intérêt, pour eux ou pour autrui, et donc la sollicitent ou en autorisent le développement.

Ces trois niveaux (valeur, connaissance, sens) et leur intrication dans la pratique appellent trois remarques :

- Une première remarque concernera la place des « valeurs » pour l'action, c'est-à-dire le statut des énoncés normatifs.
- Une seconde remarque concernera le statut des connaissances ou des « références théoriques », c'est-à-dire la question de « la rationalité », qui n'est pas étrangère à celle de « la valeur », mais ne s'y laisse pas facilement articuler.
- La dernière concernera « la question du sens » qui ne se confond pas avec les deux autres, mais à laquelle celles-ci renvoient nécessairement.

Avant de développer ces trois points, il faut cependant préciser dans quel sens on entendra ici l'éthique, au-delà de la simple délimitation de son champ indiquée tout à l'heure, et pour la distinguer nettement de toutes les entreprises normatives avec

lesquelles elle est le plus souvent confondue de nos jours dans nos milieux et ailleurs.

L'éthique, pourrait-on la définir, est « une liberté qui cherche ses normes » c'est-à-dire qu'il s'agit d'une interrogation et d'une recherche, celle de celui qui se demande comment il convient de vivre pour vivre en être humain, ce qu'il doit penser de ce qui se propose à lui comme réponses possibles et surtout ce qu'il doit penser de sa propre pensée. Ces quelques mots définissent davantage une « position » qu'un contenu. C'est dans cette position que nous essaierons de nous tenir.

Statut des énoncés normatifs dans les pratiques sociales d'influence, ou « les valeurs au nom desquelles » ces pratiques sont développées.

Ce thème est délicat. À l'aborder sans précautions, on risque de virer au « supplément d'âme » ou à la proclamation d'intentions. Cela ne ferait pas souci s'il n'y avait toujours et par nécessité un écart entre ce qu'on croit faire et ce qu'on fait en réalité. Sauf à se croire dans une totale maîtrise, c'est-à-dire dans la toute puissance, il y a toujours un monde entre l'intention et l'action, et celle-ci ne peut rendre compte à elle seule de celle-là. Il y a en effet beaucoup d'autres déterminants et nous ne sommes pas transparents à nous-mêmes, comme nous l'apprennent toutes les sciences sociales et humaines, et la psychanalyse.

Est-ce à dire pour autant que nous pourrions nous passer de tels énoncés ? Bien sûr que non.

Sans en avoir l'air, ce sont eux qui tiennent tout le discours technique, procédural ou réglementaire qui les accompagne. Ils le tiennent en ceci qu'ils lui donnent une signification, le rendent lisible et le justifient à condition qu'ils obéissent à la règle logique de non-contradiction.

Il s'agit ici du discours et non des pratiques. Ce discours est généralement plus ou moins bien articulé, mais, idéalement, c'est lui qui confère cohérence et sens et permet reconnaissance, entre pairs, pour les partenaires et pour les personnes à qui s'adressent les projets de travail ainsi étayés et mis en mots.

Ils constituent, entre l'action de fait (ici, la « médiation », en tant qu'elle s'effectue avec plus ou moins de réussite et est repérable à partir de ses caractéristiques formelles, de son organisation, des pratiques et des comportements des personnes qu'elle réunit, c'est-à-dire ce qu'elle donne à voir d'elle-même à l'observateur ou ce qu'on peut appeler avec Fustier, sa « superstructure ») et son « infrastructure imaginaire » (c'est-à-dire les imagos ou fantasmes agissant « par en dessous » et infléchissant les tâches à remplir en déterminant en deçà du rationnel des objectifs poursuivis, la façon dont ces objectifs se réalisent) une zone intermédiaire que Fustier appelle « idéologico théorique ». Cette zone contient « les transcriptions des systèmes théoriques et des référents idéologiques venus de l'extérieur » qui vont être utilisés pour fonctionner rationnellement. Cette zone intermédiaire « met en lien l'intérieur du dispositif et les référents disponibles sur le marché social des idées ». Elle marque le « au nom de quoi » vont être promues certaines orientations ou formes d'organisation au détriment d'autres.

Ainsi capte-t-elle les théories ou idéologies venues de l'extérieur et les transforme-t-elle en argumentaire constituant les « raisons » de l'action. Formulés dans cette zone, ces discours énoncent en effet ce qu'on appelle parfois des « référents », au sens le plus simple où, quand on se proposait jadis d'embaucher quelqu'un, on lui demandait « ses références » c'est-à-dire ce qui permettait d'organiser un « pré jugement », disons une manière de situer la personne dans ce qui pourrait « faire autorité » pour elle et pour nous, et donc l'autoriser et nous autoriser. On parle d'ailleurs volontiers de « valeurs de référence ». Ces références peuvent être morales, elles peuvent être aussi des « références théoriques... en tous cas, elles visent à situer l'action envisagée, pour nous et pour autrui, dans un univers de signification, d'intentions, de moyens, et de rationalité repérable et cohérente, et énoncent les principes (au sens que Montesquieu donnait à ce terme de « ce qui fait agir ») qui, idéalement, régissent et structurent l'action, au plan de la représentation qui peut en être donnée.

Ces énoncés suggèrent enfin que ces références sont partagées par ceux qui s'y réfèrent, ce qui suppose qu'ils en aient discuté.

La médiation familiale, forme nouvelle et très prometteuse d'intervention sociale organisée, n'échappe pas plus que les autres à ce problème de référenciation.

Comme telle, elle repose sur une intention, un projet relatif à des fins jugées bonnes, des « valeurs » donc, se déploie dans un contexte historico social (la transformation de la famille) et politique (la démocratie, l'égalité des droits, et une politique sociale qui implique une politique de la famille comme parentalité) mobilise des moyens disponibles ou en invente (outils, connaissances, dispositif) et porte sur une « matière » à transformer, pour laquelle des possibilités d'être autrement ont pu être envisagées : les relations sociales (conjugales et parentales) en tant qu'elles ont pour cadre d'efficience la famille.

Je ne peux dès lors pas participer à cette intervention sans me référer à l'une ou l'autre des notions suivantes, qui peuvent représenter la fin que je poursuis en faisant ce que je fais ainsi que la manière qui est la mienne de m'inscrire dans la question sociale familiale et lui proposer, à mon niveau, réponse : « Bonheur, développement, solidarité, guérison, promotion de la personne, égalité des droits, transformation sociale ».

Ces notions sont celles qui structurent l'intervention sociale au sens large, et auxquelles, à l'une ou l'autre, d'une manière ou d'une autre, se réfèrent ses acteurs. Il conviendrait sans doute de les préciser pour ce qui concerne spécifiquement la médiation familiale mais on y retrouverait toujours en arrière fond l'une ou l'autre de ces notions ou une combinaison singulière entre certaines d'entre elles. Suivant celle qui est dominante dans cette combinaison, s'initieront des actions qui pourront certes ressembler à celles qui sont référées à d'autres combinaisons ou d'autres notions, mais la représentation que s'en fera l'acteur sera différente dès lors qu'il y réfléchira pour lui-même ou voudra l'expliciter à autrui, disons dès lors qu'il cherchera à en expliciter et en échanger la « signification » pour lui, qui, on le verra, est autre chose que le « sens ».

Et, pour une pratique acceptée dans ses grandes lignes comme ressemblante (sans quoi il y aurait divergence et incompatibilité de pratiques interdisant une communauté d'appartenance) du point de vue du déroulement et des effets, il se retrouvera en accord avec ceux qui se reconnaîtront dans cette même signification, et en désaccord avec ceux qui se représentent celle-ci autrement. Pour autant, cet accord ou ce désaccord supposent la discussion et l'échange c'est à dire l'appartenance à un cadre de pensée communément partagé englobant de telles nuances, ou encore un langage commun autorisant de dialoguer, c'est à dire reconnaissant ces différentes notions comme ne recelant pas de contradiction absolue entre elles, ni par rapport à la pratique à laquelle elles prétendent conférer signification.

Ainsi définissent-elles un cercle d'inclusion culturelle, ou une « raison commune » qui, en contrepoint, exclut d'autres représentations jugées incompatibles : par exemple, on peut en convenir « restaurer la domination masculine dans les rapports familiaux ».

Nous avons besoin de nous référer à de telles valeurs pour justifier à nos propres yeux et aux yeux des autres ce que nous faisons. Mais il s'agit là « d'auto-référencement »... ce à quoi, moi, je crois, que je peux certes partager avec d'autres, mais qui ne légitime pas pour autant ce que je fais. Il ne suffit en effet pas que l'intention soit « bonne » pour que l'action soit légitime, comme on l'a vu.

La professionnalisation et la formation des intervenants sociaux (et donc aussi des médiateurs familiaux) marque d'ailleurs le passage d'une conception auto-légitimée, renvoyant aux seules valeurs de référence (qu'elles soient vocationnelles ou militantes) à la recherche d'autres sources de légitimation plus objectivables, et que le cadre légal, aussi important soit-il, ne peut assurer à lui seul.

Délimitant l'action et l'inscrivant dans un système de droits et de devoirs, réglementant les relations entre les protagonistes, s'agrémentant parfois d'un « code de déontologie », c'est-à-dire d'un engagement de bonne conduite, il rend possible l'action en l'autorisant, mais ne dit rien de la manière dont elle doit être conduite. Or, dans le champ des relations humaines, chacun le sait, l'action ne peut pas se réduire à l'application de procédures. La manière, le style, sont déterminants. On dira qu'il s'agit de « savoir-faire » de « compétences ». On sera aussi obligé de les supposer pour accorder crédit aux dispositifs et à leurs acteurs.

À la légitimation juridique doit nécessairement s'adjoindre une légitimation rationnelle, faute de quoi l'action risque, dans le meilleur des cas de rester aléatoire et en définitive inefficace, dans le pire de n'être rien d'autre que manipulation et contrôle d'individus par d'autres individus, fussent-ils « autorisés », pour un bien qui n'est pas nécessairement le leur.

Nous touchons là à la double dimension des pratiques d'influence et à ce qui en fait la difficulté.

La médiation familiale, comme les autres activités d'intervention sociale, se trouve en fait à l'intersection de deux dimensions : celle de l'acteur occupant une fonction dans un dispositif ou une organisation, légalement constituée autour d'un résultat à produire (ici, le déblocage des relations conflictuelles et leur dépassement) et celle du sujet, inéliminable, impliqué dans les relations dont il doit témoigner pour d'autres sujets eux aussi impliqués, porteur de significations et les échangeant, et qui plus est représentant pour ceux qui le sollicitent, un « sujet supposé savoir » auquel on s'en remet.

Autant la première dimension, celle de l'acteur dans un dispositif ou une organisation, peut donner lieu à la prise rationnelle, devenir l'objet d'une connaissance identifiable, évaluable, partageable, et par là limiter l'auto-référencement, autant la seconde, celle du sujet s'échappant à lui-même, ne se laisse pas constituer, résiste à cette prise et devient l'enjeu de débats multiples allant, d'un côté jusqu'à la négation pure et simple au nom d'une rationalité comprise dans son acception purement instrumentale et technicienne et érigée en seule « valeur » objectivable et donc réellement fondée, et de l'autre côté, à son exacerbation toute puissante et l'apologie de l'ineffable qui s'ensuit, faisant régresser à un stade pré professionnel.

De chaque côté, on le voit, nous perdons quelque chose d'essentiel. Et ce qu'on fait le plus souvent à partir de là, c'est précisément ce qui se traduit par l'absence d'articulation de ces deux dimensions. On énonce des « valeurs » (c'est le supplément d'âme dont je parlais au début) et on y colle un discours à dominante organisationnelle ou technique, plus ou moins référencé à des théories se présentant comme vérité et comme instruments au service de l'action à conduire.

Le problème, c'est que : autant le champ des « valeurs » précisément parce qu'il est « auto-référencé » correspond à une prise de parti initiale sujette à discussion, c'est-à-dire renvoie à l'exercice de notre jugement et à la confrontation des croyances, autant le champ des connaissances ne se prête aucunement à la discussion, mais seulement à la « disputation » c'est-à-dire au seul examen de la validité des preuves, pour viser « l'indiscutable », c'est-à-dire la vérité qui s'impose d'elle-même.

On ne peut pas davantage discuter de la valeur d'un outil ou d'une méthode, mais seulement de son efficacité, de son adaptation à la tâche ou de la facilité de son maniement, comme on ne peut pas non plus discuter de la valeur d'une connaissance mais seulement de sa validité (est-elle vraie et pourquoi) et de son intérêt pour l'action....

Et nous voilà devant une sorte de clivage entre des valeurs discutables dont on ne discute pas ou rarement, bien qu'elles constituent un de nos principaux supports de conduite et une rationalité qui ne se discute pas sauf en termes de plus ou moins grande efficacité et laisse de côté la part subjective c'est-à-dire une grande partie de ce qui est réellement agissant dans le travail de relation.

Penser les choses autrement que dans un tel clivage, de telle sorte que « rationalité objectivable tendant à l'indiscutable » et « valeurs forcément subjectives et discutables » ou encore « éthique et technicité » puissent s'articuler au meilleur bénéfice de tous oblige à des considérations épistémologiques.

Statut des « références théoriques » dans les pratiques sociales d'influence ou « la rationalité » comme valeur

Cette question appelle un développement en trois points :

1) Les principaux outils de l'intervention sociale ne sont pas des théories.

Ce sont des instruments infiniment plus délicats : la parole, le désir, la relation. Ils s'exercent sur (et avec) un objet d'exception : l'être humain comme libre et responsable, qui, lui-même, parle, désire et entre en relation.

Ces outils sont « incarnés », c'est-à-dire qu'ils ne sont pas les prolongements de la main habile d'un travailleur, mais est ce travailleur lui-même.

Le modèle qui poserait ce travailleur dans une relation directe et binaire à l'environnement qu'il cherche à modifier à l'aide de l'instrument qu'il serait lui-même est ici tout à fait inadéquat. Il y a en réalité, entre l'intervenant social et son objet de travail, toute une série d'intermédiaires qu'on peut appeler des « sites » renvoyant à « l'intériorisation, à l'élaboration en soi d'un support de conduites » (A. F. Zoïla)

Cette notion est complexe et s'étaye à des distinctions subtiles entre « l'homme substance » correspondant selon Michel Foucault à l'individu social et biologique, et « l'homme forme », création et source d'autres créations, y compris et jusqu'à un certain point, celle de lui-même.

Des distinctions du même type sont faites par Paul Ricoeur examinant ce qu'il appelle « les paradoxes de l'identité ». Il distingue ainsi « l'identité idem » et « l'identité ipse ». « L'identité idem » a pour modèle « la substance ou la relation structurelle, immuable dans le temps écoulé », ce qu'on peut appeler « le même » et qui définit notre identité numérique (la même chose qui apparaît plusieurs fois), notre identité ontogénétique (le même être vivant à chaque moment différent de son développement) et enfin notre identité de structure (codage génétique par exemple ou empreinte digitale).

« L'identité ipse » quant à elle concerne le domaine psychologique des croyances, des impressions, des désirs, par définition variables, et duquel nous attendons pourtant, pour qu'un monde commun soit possible, une constance, c'est-à-dire le maintien de soi ou la « prise en charge de l'être d'aujourd'hui dans l'être de demain ». Son modèle n'est plus celui de la substance, mais celui de « la promesse tenue », par laquelle la vie humaine fait suite avec elle même et se fait mémoire et projet.

La réponse à la question « qui sommes-nous ? » se trouve des deux cotés : « nous sommes caractères et êtres de promesse ». C'est pourquoi il y a paradoxe.

En revanche, c'est sans doute du côté de « l'identité ipse », ou de « l'individu forme » que l'agir de l'intervenant social trouve principalement sa source, comme un « soi professionnel » à construire et à reconstruire dans chaque situation nouvelle, à « tapisser » pour pouvoir être habité avec suffisamment de confort, de sécurité, d'aisance, de plaisir et de capacités d'accueil, sans oublier la constance qui nous permet de nous reconnaître et d'être reconnus.

Les « sites » dont nous parlions sont autant de lieux psychiques permettant cette habitation. C'est le praticien de l'intervention sociale, comme « individu forme », créateur de son « soi professionnel », qui les bâtit au cours de son expérience et des rencontres qu'il fait et, bien entendu, au cours de sa « formation », initiale et continue.

Parmi ces rencontres, « les références théoriques » occupent la place particulière, mais pas nécessairement privilégiée, d'une « matière » pour cette construction personnelle qui correspondra au style propre de penser et d'agir, à « la griffe que chaque travailleur inscrit dans son façonnage selon sa manière de faire » (A.F. Zoïla), et dont nous savons bien que, dans nos métiers, c'est elle qui est principalement efficiente.

Cette construction personnelle de l'intervenant social peut jusqu'à un certain point s'opérer sans une telle « matière », mais les sites seront alors plus pauvres, le « soi professionnel » plus faible et « mal habitable », le confort, la sécurité intérieure, le plaisir, les capacités d'accueil de situations nouvelles, l'adaptabilité et la constance, moins bien assurés, augmentant les risques de « malencontre ».

C'est par l'analyse des pratiques et des constructions narratives, en particulier écrites, dont elles font l'objet que les aménagements intérieurs propres à la construction personnelle de ces sites dans lesquels s'origine l'action réfléchie peuvent être mis à jour, analysés et éventuellement enrichis, améliorés et transformés.

C'est ce que les expériences de formation professionnelle continue d'intervenants sociaux nous enseignent tous les jours lorsqu'elles sollicitent la réappropriation subjective des situations cliniques dans lesquelles ils sont impliqués et les convoquent à l'écriture de ces situations. L'objet même du travail de formation est l'aménagement de ces sites, le développement des capacités de compréhension de soi et d'autrui qu'ils recèlent, l'élargissement de leurs potentialités perceptives et leur renforcement par les étayages théoriques venant éclairer les situations.

Ces expériences enseignent également que plus le dispositif de travail (missions, fonctions, positions dans les relations) est clairement défini, que plus celles-ci sont intégrées, plus le « soi professionnel » est habitable. Plus il est habité, plus ses sites sont riches et nombreux, mieux ils sont « tapissés » de références elles aussi intégrées, plus l'adaptabilité, la clairvoyance, l'anticipation et l'ouverture sont grandes, et plus le travail clinique est fin et rigoureux.

2) Les théories sont autre chose que des instruments.

Produire des théories, ou se les approprier (c'est-à-dire les reproduire en soi), c'est une manière de se rapporter au monde consistant à essayer de le connaître et de l'interpréter pour que, de chaotique, incompréhensible et menaçant qu'il apparaît, il devienne provisoirement sensé et ordonné.

Cela concerne aussi bien l'enfant qui produit « les théories infantiles de la sexualité » et répond ainsi pour un temps à l'angoissante question de son origine, que le chercheur qui tente d'élucider les mystères du monde qui l'entoure ou du monde qu'il est.

Sur cette base commune, une différence radicale s'instaure évidemment, qui tient aux déterminations de l'activité scientifique.

Celle-ci est en effet une manière de se rapporter au monde consistant à transformer ce qui se présente en « objet de représentation », à l'objectiver dans ce qu'il est essentiellement au-delà de ce qui en apparaît, et à rendre raison de cette opération pour en assurer la légitimité.

C'est aussi une attitude de l'existence, qui se distingue de l'attitude générale préscientifique ou extrascientifique en ce qu'elle « laisse par principe, expressément et uniquement, à la chose elle-même le premier et le dernier mot » (Heidegger).

C'est enfin l'affirmation dans le monde d'une partie de celui-ci, le sujet connaissant, par lequel ce qu'il est en vérité cherche à venir au jour.

Relation au monde, attitude de l'existence, affirmation du sujet connaissant, ces trois dimensions composent un « mode de vie » qu'Aristote nommait « théorétique », c'est-à-dire désignant tout à la fois

- le savoir comme étant à lui-même sa propre finalité
- et le choix qui consiste à consacrer sa vie à cette quête de savoir en vue d'une « vie bonne et sage ».

Dans ce contexte, et comme il le souligne, « ce ne sont pas seulement les pensées qui visent les résultats qui seront produits par l'agir qui sont pratiques, car sont pratiques bien plus encore les activités de l'esprit et les réflexions qui ont leur fin en elles mêmes et sont développées pour elles mêmes. » (Aristote, Politique VII)

Ces remarques nous invitent à distinguer deux modalités des activités de l'esprit tournées vers la connaissance :

- une modalité qu'on peut dire « instrumentale », celle qui vise les résultats produits par l'agir. Dans ce cas, il s'agit de connaître en vue d'une plus grande efficacité de l'action.
- une modalité qu'on peut dire « symbolique » consistant principalement à ouvrir des fenêtres sur le monde, à mettre des mots sur les choses, à leur attribuer des significations, à les échanger et ainsi les intégrer dans l'univers humain en tant qu'univers du sens.

Dans les deux cas, il s'agit d'une activité à laquelle les intervenants sociaux eux aussi procèdent, et qui est tout à fait essentielle dans la construction de leur opérationnalité.

C'est pourquoi, plutôt que de « références théoriques » situées en dehors d'eux et auxquelles ils se connecteraient comme à une banque de données préexistante, il convient de parler de « processus de référenciation » dont ils sont les « sujets » plus ou moins conscients, et dont les deux modalités, instrumentale et symbolique, sont intriquées.

Justement parce qu'elles sont intriquées dans la pratique, c'est en rapport avec cette distinction de modalités que la place occupée par « les références théoriques » dans l'intervention sociale doit d'abord être mise en perspective : Ce qui a pour conséquence un partage très net entre un « usage instrumental » du théorique, renvoyant à la dimension de « l'acteur dans un dispositif qui vise l'efficacité » et sa « dimension symbolique » qui concerne la construction des significations et leur échange.

La dimension instrumentale de ces processus de référenciation, tout importante qu'elle soit, reste secondaire dans les processus de construction des identités professionnelles. Elle s'opère par l'expérience et la mise à l'épreuve de soi en situation d'action ainsi que dans divers apprentissages. Il s'agit dans ce cas de savoir faire après avoir vu et expérimenté ensuite pour soi-même, et cela se module suivant les situations. Il en va ainsi, par exemple, d'activités très importantes pour les intervenants sociaux : l'observation et la conduite des entretiens. Leurs techniques peuvent se référer à des approches différentes, psychosociologique, systémique, ethnologique, sociologique... Dans tous les cas elles s'apprennent en voyant faire, en faisant soi-même, et en comprenant les différences de nature des objets respectivement visés.

Elles ne sont pas pour autant neutres et interchangeableables en fonction de leur efficacité dans telle ou telle situation, ce qu'on fait généralement avec des outils dont l'efficacité d'utilisation dépend de la matière à laquelle ils s'ajustent et du tour de main de celui qui les utilise.

Le choix de telle ou telle approche théorique référée comme instrument c'est-à-dire comme « méthode à appliquer » renvoie davantage aux constructions symboliques qui structurent le « soi professionnel » dont l'intervenant social ne cesse de modeler et de retapisser les sites, et par lesquelles il donne sens aux situations qu'il rencontre et se pense lui-même dans ces situations.

C'est au fond de « culture professionnelle et personnelle » dont il s'agit, dans laquelle il construit et analyse ses propres attitudes ou manières de faire, détermine ce qu'il considère comme le but souhaitable à atteindre, et mesure le chemin parcouru. Surévaluer les « méthodes » et oublier « la culture », c'est-à-dire ce qui appartient en propre à chacun tout en le partageant avec d'autres, conduit à déposséder les acteurs de l'intervention sociale de leur « être sujet », à les installer « à côté d'eux-mêmes », c'est-à-dire en dehors de ce qui est réellement agissant dans des relations non interchangeableables, devenu du même coup illisible, inaudible, et inévaluable.

3) Les « références théoriques » sont un investissement intellectuel et culturel.

Les situations professionnelles rencontrées en travail social peuvent se ressembler...Elles n'en sont pas moins singulières et comme telles « indéterminées ».

Sur ce fond d'indétermination, les diverses approches théoriques structurant le champ des sciences sociales et humaines s'offrent comme support privilégié de l'activité de représentation de soi, d'autrui et du rapport qui les lie, à laquelle les intervenants sociaux se livrent nécessairement dès lors qu'ils veulent agir de manière réfléchie et en rendre compte.

Si nous en appelons à elles, ce que signifie « référer », c'est pour la promesse de sens ou d'intelligibilité qu'elles contiennent pour nous, et pour l'horizon de sens sur lequel elles ouvrent pour nous.

Se situer dans telle ou telle « référence » renvoie alors au champ des « valeurs » c'est-à-dire aux prises de parti philosophiques (éthiques et épistémologiques) qui les sous-tendent et en inspirent le choix, et à ce que celles-ci disent de la relation au monde, à autrui et à soi-même, qui se révèle ici déterminant.

Ainsi une « référence théorique » en dit-elle autant sur celui ou celle qui s'y réfère que sur le phénomène qu'elle est supposée éclairer pour lui.

C'est dire que nous ne sommes pas ici dans un rapport d'application qui supposerait que la théorie commande à la pratique, et le savant au praticien. Nous ne sommes pas davantage dans un rapport d'articulation qui annulerait la différence entre les activités de l'esprit visant l'utilité et celles qui n'ont pas d'autres fins qu'elles-mêmes. (Cf. supra)

On peut peut-être penser ce rapport en termes « d'investissement » intellectuel et culturel dont l'effet serait à minima l'élargissement de la conscience et du pouvoir d'énonciation.

L'activité de « référenciation théorique » serait ainsi appréhendée comme essentielle pour une intervention sociale par définition « incertaine », pour paraphraser Freud, « quant aux méthodes qu'elle utilise, quant à la mesure de l'efficacité qu'elle peut avoir, quant aux statuts qui la régissent, enfin quant à la reconnaissance de ceux auxquels elle s'applique ».

Elle nourrirait l'élaboration et la réflexion des pratiques, par une meilleure inscription langagière, renforçant l'assurance d'un « soi professionnel » par définition lui-même fragile et incertain en raison de l'indétermination fondatrice des situations.

Un tel « investissement » serait alors à reconduire régulièrement, et se comprendrait davantage comme une tâche ou même un « pari », celui de la rationalité toujours à construire et jamais donnée.

Il se soutiendrait enfin d'une double responsabilité :

- la responsabilité pour autrui qui est forcément celle des intervenants sociaux dès lors qu'ils s'engagent dans une telle intervention et qui suppose que nous proposons les meilleures réponses possibles,
- la responsabilité pour la vérité, qui est forcément celle de ceux qui cherchent la connaissance.

S'agissant enfin d'évaluation, puisqu'il est question de « valeur », c'est sur l'existence de cet investissement et de ce qui peut en témoigner qu'elle s'appuierait principalement, plutôt que sur les seuls « résultats », forcément dépendants des situations initiales, ou les moyens mis en œuvre formellement.

Tout cela conduit naturellement à une troisième remarque relative à la question du « sens » d'un tel investissement et de la double responsabilité dont il peut se soutenir et à quoi, justement les « valeurs » de référence qu'elles soient théoriques ou idéologiques se proposent comme réponse, c'est-à-dire comme significations possibles. Ce sera aussi la conclusion de cette ébauche de réflexion.

La « question du sens » comme horizon

Nous mettrons en exergue ce propos d'Hannah Arendt, extrait de son texte « Qu'est-ce que la liberté ? »

« Tout acte, envisagé non pas du point de vue de l'agent, mais dans la perspective du processus dans le cadre duquel il se produit et dont il interrompt l'automatisme, est un « miracle », c'est-à-dire quelque chose à quoi on ne pouvait pas s'attendre. S'il est vrai que l'action et le commencement sont essentiellement la même chose, il faut en conclure qu'une capacité d'accomplir des miracles compte aussi au nombre des facultés humaines ».

La « question du sens » fait en effet florès dans les milieux professionnels de l'intervention sociale où elle accompagne la vogue de l'éthique et est souvent mêlée à celle des « valeurs ». Elle se présente d'ailleurs plus sous la forme d'une « demande » que comme ce qu'elle est, c'est-à-dire une question.

Comme si, du « sens », quelqu'un en aurait qui pourrait nous en donner. Il faut sans doute voir là l'effet de la plainte insistante de ceux auprès de qui nous intervenons et auxquels, au-delà des propositions techniques que nous pouvons faire, nous savons probablement de moins en moins quoi répondre.

Quoi répondre en effet à celui ou celle qui crie son désespoir comme il peut au risque de se rendre lui-même insupportable ? Quoi dire à celui ou celle qui est en train de tout perdre et qui se demande surtout pourquoi lui ?

Il n'y a évidemment là aucune réponse et toutes celles qui pourraient se présenter n'auraient d'autre sens que de faire accepter l'inacceptable et de faire taire cette plainte dans laquelle et par laquelle des sujets en souffrance s'efforcent de rester vivants.

Affronter la question du sens, cela commence donc par affirmer que ce qui caractérise la vie humaine, c'est qu'elle n'en a pas et qu'elle doit cependant en avoir pour continuer... Chacun le sait qui rencontre un jour ce problème. Chacun sait aussi que c'est précisément en ces circonstances qu'on reconnaît ses amis et que le monde se distribue entre ceux sur qui on peut compter et les autres, ceux avec qui quelque chose du sens justement peut se réenclencher, et ceux avec qui rien ne passe ni ne se passe.

C'est dans de telles circonstances également que se différencient les pourvoyeurs d'explications et les donneurs de leçons, de ceux qui permettent une restauration minimale de la capacité d'agir, autrement dit ceux avec qui il peut y avoir un lien qui aide à vivre, et les autres.

On dit souvent que le travail de l'intervention sociale n'est plus tellement de « réparer » que de créer du lien social.

Si c'est le cas, encore faut-il pour cela, que nous, qui nous reconnaissons dans une telle tâche, soyons d'abord en lien avec nous-mêmes et ne fassions pas taire, ni en nous ni chez les autres, les questions vitales, soit en ayant « réponse à tout » soit, ce qui revient au même, en refusant de les entendre.

Pourquoi, après tout, faisons nous ce que nous faisons ? Pourquoi le faisons nous de cette manière et pas d'une autre ? Que devons-nous et que pouvons-nous faire ? De ce faire, que nous est-il permis d'espérer, pour nous et pour les autres ? Et au-delà que pouvons et devons nous penser ? Et que penser enfin de notre propre pensée ?

C'est évidemment un abîme qui s'ouvre ainsi devant nous, et nos réponses ou absences de réponse ne peuvent être que singulières. Ce ne sont pas elles qui importent d'abord...mais que nous ayons pu partager l'interrogation qui les initie entre nous et avec d'autres en particulier avec ceux qui nous sollicitent, et qui, bien entendu, se les posent, sans toujours bien savoir comment ni à qui les adresser. C'est dans ce partage, et nulle part ailleurs que se construisent les liens et que du « sens » peut advenir pour chacun et déboucher peut-être sur un imaginaire commun.

Il n'y a en effet pas d'autre source du sens que nous-mêmes et elle ne jaillit jamais qu'entre nous, dans les rencontres que nous sommes capables de faire.

La question du sens dans l'intervention sociale n'est donc pas de savoir si elle a un sens ou quel sens elle pourrait avoir de nos jours. Elle n'en a pas plus a priori que n'importe quelle autre activité humaine. Elle n'est pas non plus de l'ordre du « supplément d'âme » qu'il nous faudrait pour supporter la souffrance des autres. Il n'y a pas de sens à la souffrance et aucune « valeur » ne la rendra jamais supportable.

S'il y a bien une question du « sens » pour l'intervention sociale, elle est devant nous, à venir et à penser. En commençant par se demander ce qui, dans ce travail et en chacun de nous, est susceptible de le recevoir et de l'accueillir.

Le « sens » en effet ne se donne, ne se trouve ni se cherche. Il nous arrive, s'inscrit comme événement dans les rencontres auxquelles nous avons su nous rendre disponibles et ne se présente que lorsque nous nous découvrons faire « cause commune » avec et pour quelqu'un, pour une « vérité », un « projet », un avenir à dessiner ou un mal à combattre.

Il n'y a guère plus à en dire que ce qu'en disait Théodore Adorno, philosophe allemand de l'Ecole de Francfort : « Ce qui sans honte pourrait prétendre au nom de sens réside dans ce qui est ouvert et non dans ce qui est fermé sur soi ».

La question du « sens » ne devient alors rien d'autre que celle de l'effort pour maintenir ouvert ce qui ne cesse de vouloir se refermer, en soi, en l'autre, dans les institutions, dans la société.

Objectivement, comme le dit Hannah Arendt, les chances que demain soit comme hier sont toujours les plus fortes, et c'est le désastre et non le salut qui se produit toujours automatiquement et doit par conséquent toujours paraître inéluctable. Mais, comme elle le dit aussi, c'est sans tenir compte du fait que l'homme est un commencement et un commenceur et que si les hommes peuvent établir une réalité bien à eux c'est-à-dire une réalité sensée, c'est parce qu'ils ont reçu le double don de la liberté et de l'action.

Sur cette base, qui est sans doute la seule à partir de laquelle nous puissions dire quelque chose qui ne soit pas angélique ou lénifiant, la « question du sens » débouche sur la lutte pour conquérir avec et contre les autres cette posture qui consiste à être au commencement. C'est un travail, on peut le dire de subjectivation, que celui qui est en position professionnelle de le susciter chez autrui doit d'abord faire pour lui-même, sans quoi rien ne change, tout est répétition et aucun sens ne saurait jamais advenir.

Jacques RIFFAULT

ATELIERS de la JOURNEE d'ETUDE

Introduction :

Nous reprenons le fil de nos travaux ce matin. Certains d'entre nous nous rejoignent : ils sont les bienvenus !

Ces journées d'étude, centrées sur les pratiques, s'inscrivent dans la continuité de la réflexion amorcée depuis que nous avons décidé en 2000 d'aller dans le sens de la professionnalisation. Nous étions alors conscients des avantages mais aussi des risques qu'impliquait ce choix. Et c'est ce qui nous a amené à travailler ces deux dernières années sur les thèmes de :

- l'identité de la médiation familiale ;
- la formation des médiateurs familiaux.
- L'identité de la médiation familiale, c'est à dire sa définition et la construction identitaire du médiateur dont la particularité est de s'étayer à partir d'une profession d'origine qu'il faudra mettre à distance, accepter de désapprendre pour devenir médiateur. C'est tout l'enjeu de la formation et du fameux quart de tour demandé aux futurs médiateurs familiaux. Mais ne s'agit-il pas d'ailleurs d'un mouvement de même nature pour les parents en médiation ?
- Pour nous aider dans notre réflexion, nous avons fait appel à un philosophe, néanmoins praticien de l'intervention sociale, Jacques RIFFAULT. Il est bien difficile de rendre compte de la richesse de son propos sans être réducteur.

Des pistes de réflexion exposées par l'intervenant et des débats qui ont fait suite, nous avons fait le choix de retenir que, dans le contexte actuel d'institutionnalisation, notre souci en médiation familiale d'identifier nos référentiels théoriques et méthodologiques, ne doit jamais nous faire oublier l'importance de la subjectivité et de la dimension clinique de la relation en jeu dans l'espace de médiation. Celui-ci accueillerait des sujets en face à face, en liberté et en responsabilité, qui co-construisent de « l'inattendu » impossible à pré-déterminer.

Or, ce contexte d'institutionnalisation nous contraint à nous définir collectivement et à énoncer nos référentiels d'intervention. Comment passer d'un vécu subjectif, singulier, à une généralisation qui permettrait de mettre en discussion les principes qui sous-tendent notre action ? J.RIFFAULT propose pour ce faire l'écrit, défini comme une narration, où ce qui est rapporté laisse entrevoir ce qui se passe et advient dans l'interrelation en médiation et permettra, en analyse de pratique (par exemple), une construction de sens.

Agnès van KOTE et Christine de GAULEJAC

LES ECRITS EN MEDIATION FAMILIALE

Considérations générales

Vingt-et-une personnes étaient initialement inscrites à cet atelier qui a en réalité compté une trentaine de participants.

Lors de cet échange, ont pu être répertoriés les différents écrits élaborés en médiation familiale, qui vont du contrat de médiation au protocole d'accord, en passant par les courriers, les accords intermédiaires, les "paperboard". Par ailleurs, concernant ces écrits, les interrogations ont essentiellement porté, d'une part sur la nécessité de l'écrit, d'autre part sur la place du médiateur familial et son rôle au regard de la philosophie de la médiation familiale.

Ces réflexions ont mené aux conclusions suivantes :

1. L'écrit est essentiel à notre travail de médiateur familial

En effet, partant du principe que le sens de l'écrit est de garder une trace de la parole, son importance et sa nécessité ont pu être soulignées :

- L'écrit, c'est tout d'abord ce qui met de l'ordre, ce qui permet d'objectiver. C'est aussi le moyen et l'occasion de nommer, d'identifier, de clarifier. C'est donc ce qui permet d'avancer ; en cela on peut le considérer comme un acte de socialisation.
- L'écrit, c'est enfin ce qui inscrit dans la temporalité, dans l'histoire :
 - parce qu'il donne de l'importance au chemin parcouru
 - parce qu'en laissant une trace, il permet de grandir et de passer à autre chose
 - parce qu'il est un acte de séparation, tout comme peut l'être un acte de naissance. Quelque chose d'autre est advenu dont il faut marquer la naissance.

2. Le médiateur familial n'est pas absent de ces écrits

- Tout d'abord, bon nombre d'écrits peuvent être à son initiative, notamment les écrits intermédiaires. Se posent alors les questions du "pour qui ?" et du "comment ?" élaborer ces textes.
- Pour ce qui concerne les accords finaux, il est intéressant de remarquer que le médiateur peut y signifier sa place, pour :
 - noter " cela s'est fait dans ce cadre, avec cette personne "
 - donner une valeur symbolique au document
 - permettre la gratitude, en vertu du principe que, s'effacer, ce n'est pas forcément donner plus de place aux autres.

Deux services évoquent des approches thématiques interdisciplinaires comme leur semblant proches de la formation de médiateur familiale (la violence, le deuil).

On note que pour tous ces services la question de la formation répond surtout à la question “comment faire ?” à travers l’acquisition d’outils et de savoir-faire personnel.

C’est sans doute ce qui explique que les champs disciplinaires (droit, sociologie, économie, psychologie de l’enfant...) ne soient pas identifiés comme faisant partie des formations proches.

En conclusion

La réflexion reste ouverte, elle demande même à être développée autour des questions :

Pour qui écrire ? À qui ? Quand et comment ? (Mode d’écriture, grammaire, vocabulaire ...)

Isabelle JUES

L'ETHIQUE en MEDIATION FAMILIALE

L'atelier sur les Recommandations Ethiques a pris le soin

→ dans un premier temps :

de dresser l'inventaire des mots clés dits incontournables : CONFIDENTIALITE, COMPETENCE, IMPARTIALITE, TENTATIVE DE NEUTRALITE, INDEPENDANCE, LIBREMENT CONSENTI, RESPECT, ANALYSE DE PRATIQUE, SUPERVISION, etc..

Comment ces mots-clés énumérés trouvent-ils toute leur pertinence, leur sens, dans l'organisation du travail des services de Médiation Familiale ?

En effet, les liens de subordination et hiérarchique nécessaires sont-ils « des entraves » au bon fonctionnement des services de Médiation Familiale ?

Le sens des mots socles est-il le même pour les différents acteurs du champ de la famille ?.

Depuis quelques mois le Conseil d'administration de l'APMF a décidé de prolonger la réflexion sur la déontologie en réalisant une enquête nationale.

→ dans un deuxième temps :

de s'attacher au contenu de cette enquête. Il est important de souligner que les participants de cet atelier ont affirmé, avec force, l'intention de promouvoir les principes déontologiques et les recommandations éthiques, dans la rédaction d'un futur livret qui marquerait LE SENS du début de la professionnalisation.

Cet atelier s'est poursuivi au cours de l'année 2003 et a trouvé sa concrétisation dans le Livret : « **Pratique Ethique de Médiation Familiale** », édité par l'APMF en décembre 2003.

Pierre GRAND

MEDIATION FAMILIALE et THERAPIE(s)

Le diagnostic a été posé depuis longtemps en forme d'affirmation : « **la médiation familiale n'est pas une thérapie mais elle peut, à l'occasion, avoir des effets thérapeutiques !... »**.

Bien entendu, la très grande majorité des médiateurs familiaux en exercice, partagent cette affirmation qui, dans la réalité, est bien plus un postulat qu'une conclusion étayée par une réflexion tant « clinique » que conceptuelle.

La médiation familiale n'est pas...

Notons que le discours nous oblige d'emblée à une définition « *par défaut* » de la médiation familiale. D'aucuns pourraient rétorquer que cette formulation confine à la frilosité et qu'elle cache peut-être un manque à imaginer « *ce qu'est...* » (l'être ? cf. communication libre...).

Une thérapie...

pour être plus précis, il faudrait dire une forme de « psychothérapie ». Se pose alors à nous la nécessité de définir l'espace thérapeutique pour clarifier en miroir notre propre domaine d'activité. Si l'on se réfère « aux psychothérapies d'inspiration psychanalytique » la démonstration est aisée ! Mais, on ne peut oublier que nombre de collègues se réfèrent plutôt à la théorie systémique...

En reprenant les propos de M. Maestre (cf. communication libre), citant lui-même, R. Neuberger, pour que le système en thérapie soit au complet, il faut que les éléments constituant la demande soient rassemblés, c'est-à-dire :

- L'allégation
- Le symptôme,
- La souffrance.

Or, dans notre champ spécifique, cette triple condition est bien réunie, dès lors, la différenciation des deux champs se complexifie !... peut-être pourrait-on ajouter à cette triple condition, pour sortir de la confusion, un quatrième élément :

- L'acceptation du sujet professionnel

Mais alors, notre postulat d'origine de « collectif » devient « singulier » et ne dépend plus que du désir, de la compétence, de la situation particulière, qui « pourrait » ainsi amener le médiateur « à accepter d'être... ». Une médiation familiale qui s'affranchirait alors des interdits et tabous posés à l'extérieur de la séance... mais n'est-ce pas là une règle éthique partagée ?

Avoir des effets thérapeutiques...

On entre ici dans le vaste espace de la vie et des situations particulières traversées par les sujets rencontrés : les vacances, le travail, le sport, le mariage, le divorce... pouvant « *à l'occasion* » avoir des effets psychothérapeutiques ...la Médiation Familiale n'échappant pas ainsi à la règle commune.

Ce qui « pourrait » faire différence, ce n'est sans doute pas les effets escomptés ou inattendus de la médiation familiale, mais bien ce que le médiateur familial, à la rencontre de « ces effets » va, ou ne va pas, mettre en place avec les sujets demandeurs... ce qui nous renvoie au paragraphe précédent de la singularité et non *de la règle* commune.

La riche discussion, née au sein de l'atelier, n'a pas exclu l'éventualité... en face de situations « à la marge ». Le débat est lancé et se poursuit au sein des communications libres.

Bernard CORTOT

GRATUITE ou PAIEMENT des ENTRETIENS de MEDIATION FAMILIALE

La gratuité ou la contribution financière au paiement des entretiens de médiation familiale a-t-elle une influence dans le déroulement et le résultat d'une médiation familiale ?

En effet la participation financière n'est actuellement pas la même selon les services, de la gratuité du premier entretien jusqu'à la totalité des entretiens, d'une participation selon ses ressources et des barèmes jusqu'à un montant fixe.

Quelles conséquences cela a-t-il pour les personnes venues en médiation familiale ?
Quelles différences pour le médiateur familial ?
Quelles différences au niveau du service de médiation familiale ?

Quel sens les personnes venues en médiation familiale donnent-elles à une prestation semblable dont le coût est différent selon les lieux auxquels elles s'adressent ?

Le principe de la gratuité du premier entretien de médiation familiale semble se répandre dans les pratiques avec pour argument de faciliter l'accès à l'information et à un premier contact avec le médiateur familial. Cet accès est d'autant plus simple pour les familles en situation financière précaire à la suite d'une séparation ou d'un divorce. Cette gratuité est reconnue comme facteur de développement des pratiques de médiation familiale.

Comment la gratuité ou le paiement des entretiens, influencent-ils respectivement la relation qui se met en place entre les parents et le médiateur familial ?

La notion de service public et ses conceptions de prise en charge par la société d'un coût, au titre de la solidarité, a des applications dans les champs du social, du psychologique et du juridique. Gratuité des entretiens ne signifie pas absence de coût. Qui en supporte la charge ? La gratuité génère-t-elle le risque de dénaturer certains principes de la médiation familiale en favorisant le risque d'une relation déséquilibrée porteuse de dépendance ?

Au contraire la contribution financière vient-elle marquer le prix nécessaire à payer pour qu'un changement opère et dégager chacun de toute dette préjudiciable à l'indépendance, vis-à-vis du professionnel ? Parler de l'argent dans ses dimensions matérielles et symboliques commence par cette négociation de l'engagement financier personnel préalable à une série d'entretiens de médiation familiale.

La participation financière a-t-elle une incidence sur l'implication des parents et celle du médiateur familial ?

D'évidence, le professionnel n'est pas dans le même rapport à l'argent selon qu'il est rémunéré par ce qu'il reçoit directement des personnes ou selon que le financement du service lui assure un salaire constant.

L'atelier a été ouvert à partir d'une réflexion préparée dans la région A.P.M.F.-P.I.F. : comprendre ce qui se passe au sein de deux dispositifs qui co-existent, la gratuité ou le paiement des entretiens par les personnes. Les témoignages des participants de l'atelier ont enrichi la réflexion sans prétendre l'épuiser.

Deux grilles de repères ont été proposées : ce qui se joue dans les relations à partir de trois points de vue, ceux de chaque parent et celui du médiateur familial, et ce à trois stades du processus de médiation familiale : à son début, en cours et à son terme.

La question de la participation financière aux entretiens se pose différemment selon qu'elle est liée à celle du financement des services . Volontairement, le choix a été fait de ne pas aborder cet aspect dans l'atelier. En effet, hormis en situation de bénévolat et en l'absence de subventions suffisantes, la rémunération des médiateurs familiaux et les coûts de fonctionnement du service reposent exclusivement sur la participation financière des personnes aux entretiens. La manière d'aborder la question n'est pas la même pour le praticien de base et le (la) responsable d'institution.

Les représentations de la valeur "argent "sont liées au comportement et aux choix des individus : certaines images ou prises de position sont prégnantes, du type " organisme public égale qualité au service de tous les publics " ou " le privé égale qualité et juste rémunération des compétences et de l'implication des professionnels ". Deux projets politiques et idéologiques sous-tendent ces positions où l'intervention de l'Etat et les initiatives libérales sont des options qui se complètent ou s'affrontent selon les points de vue.

Le rapport personnel à l'argent de chaque médiateur familial est interrogé par ce thème. Un médiateur familial recevra-t-il de la même manière dans le cadre d'un entretien gratuit, quelle que soit sa rémunération ou s'il a un intéressement sur les 60 euros qu'il perçoit de chacune des personnes ?

Gratuité

La gratuité n'existe pas en soi, hormis les situations de plus en plus rares de médiateurs familiaux bénévoles qui accueillent dans des locaux mis à disposition gracieusement. Le financement du fonctionnement du service et la rémunération des praticiens représentent un coût qui ne doit pas être caché.

La prévention et l'accès à tous les publics, indépendamment de leur situation sociale, restent, par contre, synonymes de gratuité. Cette dimension de la médiation familiale relève des missions des départements ce qui justifie leur engagement, en régie directe ou par voie de subvention

La notion de service public est une valeur forte liée à des convictions, à des conceptions politiques et personnelles (solidarité, partage...).

Les services ouverts par les collectivités territoriales (municipalité, département) ont souvent pour mission de favoriser l'accès de la médiation familiale à des publics qui en seraient exclus. Ils sont souvent adressés par des services sociaux eux-mêmes gratuits. Ce sont des publics en situation sociale difficile (expulsion, grande précarité, foyers monoparentaux auxquels il est important de pouvoir proposer d'être acteur, d'exercer leur pouvoir par un investissement qui passe par d'autres voies que celle de l'argent dépensé, bref de sortir de "l'assistanat").

L'appartenance institutionnelle ou le lieu des entretiens peut risquer de dévoyer ou de connoter fortement la gratuité et son corollaire de démarche d'implication personnelle par la médiation familiale, si la proximité avec un service social ou judiciaire participe à la confusion des cadres.

L'information et le premier entretien sont les premières étapes ; leur gratuité sous forme de réunion collective ou de rendez-vous individuel ne préjuge pas de la participation financière des entretiens suivants, mais elle contribue au développement de la médiation familiale. Par contre l'observation générale est que leur gratuité facilite l'accès à la médiation familiale et l'engagement des personnes à revenir et à poursuivre la médiation familiale sans que le coût soit un obstacle.

L'absence de coût pour les personnes risque, selon certains praticiens, de favoriser une attitude "consommatrice", voire de les dés-impliquer. L'absence de coût serait associée ainsi à l'absence de valeur accordée à la médiation familiale et à ce qui s'y passe.

Y a-t-il des conditions particulières à poser au début de la médiation familiale, en contrepartie de la gratuité ? Comment la gratuité se parle-t-elle ?

Il est important que le médiateur familial la parle et informe les personnes du financement du service et de sa rémunération : par exemple, financement assuré par une collectivité territoriale et les impôts des contribuables.

Certains médiateurs familiaux exercent conjointement dans un <<service gratuit>> et dans un service payant et ne perçoivent pas de différences que ce soit à leur niveau ou à celui des parents.

D'autres praticiens notent un respect moins grand des rendez-vous convenus par les personnes qui bénéficient de la gratuité par rapport aux personnes qui participent financièrement mais la réflexion mérite de ne pas comparer les manquements qui concernent le premier entretien avec les suivants dès lors que le processus est engagé.

Plusieurs services assurent la gratuité à certains créneaux horaires à priori moins pratiques. Les personnes sont amenées à prendre un congé ou à faire garder leurs enfants pour obtenir un rendez-vous en journée. La gratuité prendrait donc en compte les efforts consentis par les personnes pour se rendre disponibles et se déplacer jusqu'au service.

Dans certains services, les subventions ne sont versées qu'en contrepartie de la gratuité, d'autres financeurs ou services de médiation familiale exigent une participation même minime, appelée << symbolique >>.

Des conventions avec la Caisse d'Allocations Familiales ouvrent droit à la gratuité à tous les allocataires ou à un paiement en fonction du quotient familial. L'ouverture de ce droit s'effectue à l'aide du numéro d'allocataire. Cette pratique ne constitue-t-elle pas un risque vis-à-vis du respect de la confidentialité ?

Quels sont les effets sur les personnes, quelles sont les incidences sur le médiateur familial de recevoir gratuitement ?

La gratuité vient-elle empêcher les personnes de restituer "quelque chose" au professionnel pour sortir d'une dette aliénante ?

Dans certaines représentations, le coût nécessaire des entretiens renvoie à des références empruntées à la thérapie ou la psychanalyse. Dans quelle mesure ou à quelles conditions sont-elles applicables au cadre de la médiation familiale ?

Paielement

Il serait sans doute intéressant de comparer les situations dans leurs diversités : le principe d'information collective gratuite ou premier entretien gratuit. Un recensement permettrait d'identifier les barèmes, leurs extrêmes, les différents tarifs et leur mode de calcul (salaire, déclaration impôts, quotient familial, <<quotité disponible>>..).

Certains barèmes s'engagent sur la gratuité pour les personnes en situation de précarité.

Comment la participation de chacun est-elle calculée ? À partir d'une déclaration sur l'honneur ou sur présentation de documents qui permettent une vérification ? La participation de chacun est-elle l'objet d'une négociation avec le médiateur familial ou avec un autre professionnel du service ? Le montant de la participation de chacun est-il parlé en présence de l'autre parent ?

Certaines tarifications se font sur la base d'un entretien, d'autres sur la base d'une heure.

Certaines associations ont pour règle le paiement d'une cotisation pour une adhésion annuelle.

Si l'un des parents dispose de peu de ressource et si l'autre perçoit de plus confortables revenus, quelles sont les conséquences ? L'implication de chacun est-elle mise en cause par le caractère inéquitable d'une participation personnelle différente de celle de l'autre parent ?

Voyons différentes hypothèses de participation financière au coût des entretiens :

- Pour l'un c'est gratuit, pour l'autre c'est le tarif le plus élevé du barème.
- Chacun paye la moitié
- Les deux parents négocient leur quote-part.

Le fait de payer est-il une manifestation de l'engagement des personnes et une garantie de leur implication qui n'aurait de ce fait pas besoin d'être explicitée par le médiateur familial ?

L'augmentation du montant des participations financières par les personnes peut-elle être perçue comme un signe de reconnaissance de la médiation familiale, d'un médiateur familial ou d'un service ?

Pour les médiations judiciaires, la prise en charge totale ou partielle par l'aide juridictionnelle introduit un déséquilibre de situation entre les deux parents.

Le système de consignation ne favorise pas la clarté des conditions pour un choix responsable. En effet, la somme consignée par le juge aux affaires familiales ne peut préjuger du nombre d'entretiens ; imprévisible au commencement de la médiation familiale, la participation de chacun ne peut donc être précisée préalablement.

La gratuité est-elle acquise pour celui ou celle qui bénéficie d'une prise en charge totale de l'aide juridictionnelle ou bien une participation minimale est-elle demandée ?

Solliciter l'aide juridictionnelle peut relever d'une situation financière précaire. Ne pas le faire peut aussi être un choix pour éviter un système qui a la réputation de ne pas être très motivant pour les avocats.

À qui est remis l'argent ? Selon que le paiement s'effectue auprès du médiateur familial ou auprès du secrétariat par exemple, son incidence au cours des entretiens n'est pas la même. Que représente cet argent que perçoit directement le médiateur familial ? Le montant de la somme perçue a-t-il une incidence directe sur sa rémunération ?

Quel lien établir entre coût des entretiens et implication personnelle du médiateur familial ?

Conclusion

Sans nul doute le montant de la participation financière aux entretiens est un élément non négligeable du cadre de la médiation familiale ; il n'est pas apparu comme un facteur déterminant dans le déroulement global et ses répercussions sont difficiles à évaluer.

Il serait intéressant de dépasser l'empirisme des constats et de développer la réflexion à propos des points suivants :

- Comment au cours de l'information et au cours des séances se parlent la gratuité ou la participation financière ainsi que le mode de financement du service et du médiateur familial ?
- Comment sont abordés l'engagement des personnes, leurs attentes et leur implication dans le processus de médiation familiale ?
- Quelles sont les raisons qui incitent les personnes à choisir un service public ou une association, en particulier en ce qui concerne le paiement ou la gratuité des entretiens ?
- Il apparaît que deux logiques s'organisent autour de la question de la gratuité ou du paiement des entretiens, les mêmes arguments sont utilisés pour soutenir les points de vue.
- La présence aux rendez-vous convenus est-elle mieux respectée dans les services payants que dans les services gratuits ?

La question fondamentale est peut-être : qu'est ce qui va faciliter l'engagement et le développement des responsabilités par les personnes elles-mêmes ? La gratuité ou le paiement des entretiens est une question qui se pose plus particulièrement au moment du choix d'entamer une médiation familiale plus que dans sa continuation où d'autres facteurs interviennent. Le montant de la participation financière aux entretiens est sans nul doute un facteur dont l'influence n'est pas simple à identifier ; il ne préjuge pas de l'implication et de l'investissement de chaque personne.

Une certitude : quel que soit le mode pratiqué, le médiateur familial a le devoir d'en informer clairement les personnes.

Baqué Nadine, Candel Martine, Chamoux Roselyne, Doucé Fabienne, Guillot Laurence, Laborde Catherine, Lazorthes Monique, Leduc Virginie, Lefeuvre Dominique, Lewis Marie, Manuélian Genviève, Marchand Martine, Massari Marie-Thérèse, Maur Eric, Sausse Martine, Schwartz Annie, Vinos Pascale.

Laurence GUILLOT, Dominique LEFEUVRE et Marie LEWIS.

Le CADRE et le PROCESSUS en médiation familiale

Introduction:

Rappel étymologique :

Cadre, nom masculin vient de "quadre" emprunté à l'italien "quadro": carré (latin : "quadrus")

Depuis 1549, désigne la bordure (d'un tableau, d'un miroir...); l'idée de "délimitation", transposée sur un plan abstrait est appliquée à ce qui met en valeur, à ce qui structure une pensée...

Processus n. m. est emprunté à la renaissance, au latin : "processus" qui veut dire progrès, progression.

Les extensions de sens sont tardives : processus a repris le sens de progrès et développement dans le langage de la philosophie, des sciences humaines, des sciences exactes.

Il peut, dans le langage économique : (" processus de fabrication"), prendre le sens de suite ordonnée d'opérations aboutissant à un résultat (empiète dans ce cas sur le terme procédure).

Cadre et processus:

Le cadre est une constante : il se compose de règles et limites, d'éléments fixes qui caractérisent la situation de médiation. Le processus est un élément temporel indiquant en général un changement progressif dans un système vivant.

Cadre et processus ont un rapport contrasté : le cadre se caractérise par des constantes fixes ; le processus est caractérisé par sa variabilité, par une évolution interactive.

L'intérêt de la fonction cadre dans une technique scientifique donnée est d'offrir un contenant stable dans sa stabilité et sa neutralité qui permet à un mouvement de l'ordre de l'expérience (processus ; contenu) de se mobiliser, se développer, éventuellement d'être exploré, analysé et compris.

Le cadre de la rencontre de médiation composé d'éléments constants (le lieu, le temps, les règles, le langage comme mode de communication, la place des acteurs - des personnes et du médiateur - le paiement...) a différentes fonctions en médiation : il fixe des limites, contient , sécurise ; il a une fonction symbolique, correspond à des valeurs universelles (interdit de destruction, équité, autonomie, altérité, responsabilité, autodétermination...) et représente un temps de passage (temps et lieu d'expérience entre un avant et un après).

A l'intérieur de ce cadre de la rencontre de médiation familiale, se développe un processus : la médiation.

Le processus de médiation est co-évolutif et se fonde sur le consensus.

Deux remarques :

La médiation (médiateur : être au milieu) se distingue de la conciliation (concilier : réunir). L'objectif de la conciliation est d'aider des parties en conflit à résoudre un litige et à trouver un accord. Le dispositif de médiation se définit par sa méthode (mettre du tiers, de l'entre deux). La **médiation est donc un processus plutôt qu'un aboutissement** (elle peut se conclure par un accord mais là n'est pas son but essentiel).

Nous pouvons distinguer deux façons de percevoir la médiation comme processus :

1- Le dispositif (le cadre y compris la fonction du médiateur) est un contenant ponctuel d'un problème déposé en lui par les personnes qui demandent la médiation.

La médiation consiste en l'expression, la mise à plat, la mise en sens des difficultés permettant un regard nouveau, voire dépassionné, sur ce qui fait problème puis la prise de conscience de la portée des décisions et des responsabilités à assumer, en particulier au niveau de ce qui entre deux (les enfants ...) ; **c'est en cela que la médiation est un processus. Le médiateur suit celui-ci et propose des outils pour l'accompagner.**

Soit comme une évolution, un changement, un mouvement des personnes ou d'un système vers la reprise d'une fonctionnalité (plus grande reconnaissance de chacun de l'altérité, des différences et du lien, nouvel équilibre, amélioration de la communication, redéfinition de la relation...) à travers un objet sujet qui va être mis au centre du débat dans la rencontre de médiation familiale. Cette évolution, ces changements se traduisent sous forme de nouveaux types de communication, nouvelles distances relationnelles, nouvelles relations, nouvelles organisations, clarification des désaccords et des accords.

La fin du contrat de départ signe la séparation, la fin de la rencontre de médiation familiale.

2- Le "processus de médiation" est conçu par certains médiateurs (à travers leurs écrits, les formations, les propos...) comme les différentes étapes, définies et menées par le médiateur dans la médiation : le processus ici est proche du sens procédure (processus de fabrication). Le processus correspond aux étapes à travers lesquelles les personnes vont passer, guidées par le médiateur (le bilan conjugal, l'organisation de la vie des enfants, le partage des biens...).

Dans le premier cas, le processus est un changement psychique et relationnel ; il découle d'une dynamique psychique et relationnelle (interaction, intercompréhension ...) qui se met en œuvre chez les acteurs de la médiation; cette vision renvoie à la conception psychanalytique du processus. Le médiateur est là pour ouvrir un espace de parole et de dialogue, pour faciliter (être à l'écoute, faire miroir, reformuler, mettre en mots justes, proposer la mise en mots, catalyser, lier, faire passerelle) accompagner et suivre ce processus.

N.B. Ce travail réalisé n'est pas de la « thérapie » mais il peut avoir des effets thérapeutiques - comme l'intervention du journaliste qui interviewe la personne victime d'un attentat peut avoir un effet thérapeutique en ouvrant un espace d'expression, de mise en mots qui permet un travail de distance par rapport à l'événement.

Dans le deuxième cas, la vision est davantage systémique ; il s'agit du processus pris dans le sens de « procédure », les différentes étapes mises en œuvre par le médiateur. Le médiateur dirige le processus, il oriente.

Questions pour lancer le débat :

Dans votre pratique de la médiation familiale:

- Qu'est-ce que pour vous : le cadre et le processus ?
- Comment utiliser le cadre comme "outil" de la médiation ?
- En quoi la médiation familiale est-elle un processus ? (définition de l'APMF)

Compte-rendu de l'atelier

L'ensemble des personnes présentes s'entend sur le terme de cadre. Le cadre est identifiable, il est composé d'éléments invariables et constitue une référence commune.

Un tour de table associe les mots suivants au cadre : "loi", "règles", "sécurité", "définition ou pose des limites", "balisage", "références", "repères", "limites à la créativité", "temps, lieu, délimitation des manières de faire", "références communes", "contenant de la liberté dans un espace, un temps, des règles"; "le dénominateur commun", "l'état d'esprit de la médiation", "les racines", "les repères", "les règles sécuritaires", "le contenant du contenu".

Le cadre est défini comme "le lieu, le temps, les règles, le code de déontologie, la place de chacun dans la rencontre de médiation", "limites de la liberté décidée en commun", "code de la route". Il représente un contour pour le travail à réaliser et est nécessaire à poser, pour la sécurité de chacun. Il est là pour rassurer et fixer les limites ; il est là pour différencier le travail de médiation et d'autres lieux : celui de la thérapie, du conseil conjugal, de la justice ...

Certains participants s'interrogent sur la "rigidité du cadre" ; n'est-il pas nécessaire qu'il y ait une certaine porosité et souplesse du cadre ?

Un médiateur prend pour image du cadre la "salle de cinéma" : il y a un écran, il y fait noir, on ne peut pas y fumer, parler ...le film, c'est le processus.

Une médiatrice dit "c'est l'écran"...mais "dans la rose pourpre du Caire" les acteurs sortent de l'écran...

Un avocat note l'importance de poser le cadre et de le repréciser si nécessaire : lorsque les personnes souffrent, elles ne savent plus où elles sont ; il est courant qu'une personne entre dans le cabinet de l'avocat et dise : "bonjour docteur".

Plusieurs manières de poser le cadre sont évoquées ; il est posé par le médiateur en début de médiation ; il est défini et inventé ensemble avec les personnes en début de médiation (une telle façon de procéder, disent certains médiateurs ne serait elle pas anxiogène pour les personnes qui demandent la médiation ?) ; il est posé au fur et à mesure de la médiation.

Certains éléments du cadre peuvent être négociés (par exemple : le lieu, le temps...) mais certains éléments ne sont pas négociables (par exemple : la règle de non violence ...)

Le processus est plus difficile à cerner ; il ne peut être que singulier...il y a plusieurs manières de concevoir le processus ...soit comme des étapes fixées par le médiateur, un chemin (le bilan conjugal, la résidence des enfants , le partage des biens...) qui scande le temps de la médiation ; soit, comme un processus relationnel, un changement opéré par les personnes qui participent à la médiation et que le médiateur suivrait, en proposant ses outils au fur et à mesure du mouvement qui s'opère chez chacune des personnes et dans la relation.

Certains médiateurs s'interrogent pour savoir si le processus tel qu'il est décrit dans le premier cas ne pourrait pas faire partie d'un cadre, s'il est immuable (un chemin avec différentes étapes à parcourir).

Dans le cas où le médiateur suit le processus mis en œuvre par les personnes, il répond à leur demande spécifique (qui ne porte pas obligatoirement sur les étapes définies dans le premier modèle).

Nombre de formations proposent un modèle de "processus " avec différentes étapes (bilan conjugal, enfants, biens...) Il semble cependant que, confrontés à la pratique de terrain, les médiateurs s'approprient les modèles transmis et les adaptent.

Le deuxième modèle s'apparenterait à un modèle de médiation généralisteune courte discussion s'engage "hors cadre " sur la spécificité de la médiation familiale par rapport aux autres médiations (la spécificité de la médiation familiale, c'est le lien d'amour et la question transgénérationnelle ...le lien est immuable).

La question n'est pas tranchée !...

Claire DENIS

LE MEDiateur ET SA PROFESSION D'ORIGINE

Le médiateur familial a toujours exercé et exercera toujours une profession avant de devenir médiateur familial.

La formation de médiateur familial rentre dans le cadre de la formation continue. Le médiateur familial a donc toujours une formation initiale. La formation à ce métier d'origine et l'exercice antérieur de ce dernier auront une influence sur sa pratique.

La professionnalisation devrait faciliter la possibilité d'exercer à plein temps. La reconnaissance officielle du statut va-t-elle conduire la plupart des médiateurs familiaux à abandonner l'exercice de leur profession d'origine comme possible reconversion ?

L'atelier, à partir de témoignages et de l'expérience de chacun de ses membres, abordera cette question sous plusieurs angles :

- Quel choix le praticien va-t-il faire ?
Exercer en tant que médiateur familial uniquement et pourquoi ?
Exercer conjointement avec sa profession d'origine et pourquoi ?
S'il exerce conjointement une autre fonction ou une autre profession, comment ces deux pratiques viennent-elles se renforcer ou se confondre pour lui-même, pour les personnes reçues ou les personnes qui les ont orientées ?
Quelles sont les difficultés rencontrées vis à vis de son exercice professionnel dans chacune d'entre elles ? Quels sont les enrichissements de l'une sur l'autre ?
Est-ce plus confortable d'être exclusivement médiateur familial : être limité dans ses connaissances juridiques par exemple, ne permet-il pas de préciser les questions avec les personnes avant de les renvoyer à chercher les réponses vers les spécialistes sans être tentés d'y répondre ?
- Dans tous les cas, comment le médiateur familial va-t-il utiliser ses connaissances sans sortir de sa fonction ? Comment va-t-il prendre conscience des risques, comment va-t-il différencier ? Comment va-t-il changer de « posture » ou de « costume » ? Comment la formation et l'analyse de la pratique vont-elles le préparer à prendre de la distance, à repérer les risques, à enrichir chaque profession ?
- Comment le code de déontologie vient-il renforcer le cadre de travail ? Il y est notamment indiqué : « l'exercice de la médiation familiale implique de la part du médiateur impartialité et neutralité vis à vis des personnes ». Il est précisé article 4 c et d : « le médiateur familial s'interdit d'offrir à ses clients ses services sortant du champ de la médiation en matière familiale ».

Comment le médiateur familial va-t-il exercer ces différentes fonctions ou professions : dans un même lieu ou dans un autre cadre professionnel ?

Comment les personnes reçues et les personnes qui orientent vont-elles identifier ces différentes fonctions ?

Compte-rendu de l'atelier

Cet atelier a rassemblé vingt participants. Il était composé en majorité de juristes (avocates en exercice, JAF à la retraite, juristes en exercice ou non) mais aussi de psychologues, professions sociales ou autres professions complètement différentes : institutrice en maternelle ou responsable d'association). Deux formateurs intervenant dans les formations de médiation ou médiation familiale y participaient aussi.

Nous sommes partis des témoignages suivants :

- Françoise : 4 métiers : psychologue, psychothérapeute, médiatrice familiale et traductrice en néerlandais.

Son activité de médiation familiale est réduite. Elle rencontre une difficulté à faire l'étanchéité entre ces différentes fonctions car elle travaille dans le même lieu, étant répertoriée de plusieurs façons dans les annuaires locaux (psychologue ou médiatrice familiale) ; elle a une difficulté à faire face à la demande des personnes : viennent-ils pour un entretien 'psychologique' ou une médiation familiale ? Les deux se recoupent souvent .

Dans tous les cas, le travail du médiateur familial, lors du premier entretien, consiste à vérifier quelles sont les attentes des personnes qui viennent le voir et déterminer avec eux si c'est bien cette démarche qui convient.

Un avantage pour elle réside dans le fait qu'elle est à même de repérer la gravité des difficultés des personnes.

- Marie-Jo : médiatrice familiale uniquement. La responsabilité du professionnel l'oblige à démêler la demande. Elle doit poser aussi un diagnostic. Ce n'est pas parce que les personnes viennent en médiation familiale qu'ils sont dans le champ de la médiation familiale : <<c'est à nous, professionnels, de décider >>.
- Claude : médiateur familial uniquement. Quand il a abandonné son métier d'éducateur spécialisé pour n'être que médiateur familial, il s'est trouvé libéré de ne plus avoir à jongler avec son travail dans le cadre de la protection de l'enfance ; de ne plus avoir deux référentiels. C'est difficile d'effectuer ces 'quarts de tour' permanents : « on ne sort pas facilement de sa posture d'origine ». Sa certitude est que l'on ne peut faire des entretiens à plein temps : les employeurs vont-ils réellement accepter les recommandations du Conseil National Consultatif de la Médiation Familiale : <<un médiateur familial ne fait que trois entretiens communs par jour>> ?.

- Isabelle : juriste et médiatrice familiale. Le changement de casquette demande beaucoup d'énergie et de vigilance. Bien connaître tous les aspects juridiques de la situation est un avantage, à condition d'utiliser cette connaissance pour aider les personnes en médiation familiale à se poser des questions judicieuses sur leurs droits et devoirs, sans rentrer dans le conseil. En même temps, être formé à la médiation familiale permet d'enrichir la réponse juridique ; à la réponse purement technique pourra être adjointe une information sur ce qu'il est possible de faire en médiation familiale, donc dans un autre registre.

Les lieux d'exercice sont différents au sein de la même association ; il arrive néanmoins que les personnes confondent les différents services ou se retrouvent là où ils n'avaient pas choisis d'aller.

L'expérience permet de mieux utiliser les deux formations : au début, Isabelle ne s'autorisait pas à fournir une quelconque information juridique aux personnes en médiation, mais au fil des années, elle a affiné sa pratique. Aujourd'hui, elle tente d'évaluer dans chaque situation, les éléments juridiques qu'elle peut donner, car ils lui semblent importants pour favoriser la médiation familiale.

Juriste ou psychologue, aucune des deux n'a envie d'abandonner sa profession d'origine, y trouvant toujours un intérêt. Pour Françoise qui travaille avec les enfants, ce serait frustrant de ne faire que de la médiation familiale. Pour Isabelle, la médiation familiale apporte quelque chose de plus personnel, une prise en compte plus globale des personnes que le seul conseil juridique.

Pour d'autres participants à l'atelier, le choix de continuer à exercer sa profession d'origine est lié, selon le cas à des raisons financières ou au 'goût' du premier métier. N'être que dans une fonction de gestion des conflits apparaît parfois trop lourd.

A contrario, certains s'estiment cependant soulagés de pouvoir se consacrer exclusivement à la médiation familiale, évitant ainsi la difficulté de constants allers-retours entre deux positionnements professionnels.

Témoignage d'avocats :

<< Faire quelque chose d'autre que seulement du droit de la famille oui... mais ne pas abandonner sa profession >>.

Les avocats peuvent inciter à la médiation familiale et favoriser la complémentarité des deux fonctions. Pour une participante, il est très important que les avocats reçoivent une sensibilisation à la médiation familiale au cours de leur formation pour éviter d'alimenter le conflit. En même temps, c'est une difficulté si l'avocat se sent trop proche de l'autre parce qu'il est médiateur familial : son client risquerait alors de ne pas comprendre et de le désavouer. L'idéal serait d'être dans la complémentarité des professions, de renvoyer vers les professionnels compétents.

Pour une autre avocate formée en médiation familiale :<< l'initiation est indispensable >>. Elle précise : << les avocats sont très favorables à la conciliation >>. Les participants relèvent toutefois l'importance de distinguer conciliation et médiation familiale.

Un point commun avec le témoignage précédent est l'enrichissement du métier d'origine. Le témoin expose avoir beaucoup évolué dans sa pratique notamment pour les consentements mutuels.

Quand il est médiateur, il sent la difficulté de ne pas glisser de l'information vers le conseil. Il est désigné comme médiateur et il travaille dans ce sens.

Comment faire constamment attention à ne pas utiliser le vocabulaire de l'avocat ?

Les mots utilisés ont une connotation, chaque mot employé a son importance.

La manière dont les individus habitent leur profession est essentielle : la façon d'aborder le questionnement... Plus les champs professionnels sont proches, plus il faut être vigilant.

Un des formateurs souligne la difficulté de faire abstraction de sa profession d'origine et relève la richesse que cela représente, l'intérêt de la co-médiation juriste-psy, chacun apportant son expérience. Une autre formatrice explique que le droit est enseigné par une formatrice à la fois avocate et médiatrice familiale :<< elle enseigne le droit avec l'œil de la médiatrice >>.

La formation à la médiation familiale est vécue par tous comme un enrichissement de la profession d'origine.

Au fond, ce qui est peut-être le plus important, avant la profession d'origine, ce sont les qualités propres, individuelles, de la personne même du médiateur. L'analyse de la pratique et la supervision vont aider à se servir de ce que l'on est pour être plus performant.

Référence alors au code de déontologie : il faut impartialité et neutralité par rapport aux personnes. Comment le médiateur familial va-t-il exercer ses deux fonctions dans un même lieu ou dans deux lieux ? Comment les personnes vont-elles être orientées ?

Autre situation : la médiation familiale s'arrête. Le travail du médiateur familial doit-il s'arrêter là ? Le médiateur familial peut-il refuser une personne, deux ans après, en psychothérapie individuelle (si il est psychothérapeute).

Il faut aussi prendre en compte les codes de déontologie des autres professions.

La Fédération des Centres du Barreau s'efforce d'harmoniser les règlements intérieurs des différents barreaux : normalement, on ne peut être qu'avocat avec impossibilité d'exercer aucune autre profession en dehors de l'enseignement.

Une autre avocate présente :<< j'ai du mal à comprendre comment on peut être avocat et médiateur familial en même temps >>.

Avocat et médiateur : ne peut-il y avoir des conflits d'intérêt ?

Pourquoi emploie-t-on le terme d'avocat/médiateur ? On ne parle pas de psychologue/médiateur ou de juriste/médiateur. Quel serait donc le sens (caché ?) de l'association des deux professions ?

Pour un autre, l'avocat << fait >> de la médiation familiale quand il traite des dossiers de divorce par consentement mutuel.

Face à ces débats : la co-médiation idéale serait-elle homme/femme, psychologue/juriste, ou... ?

Il nous semble que les deux points principaux qui ressortent de cet atelier sont les suivants :

- Nous avons tous une profession ou une activité d'origine vis-à-vis de laquelle nous devons prendre de la distance. Cessons d'en nommer certaines et pas d'autres. Par ailleurs, nous sommes aussi toujours aussi 'autre chose' en dehors de notre profession : homme, femme, parents...

- Nous devons être très clairs avec les personnes qui viennent nous voir. Elles viennent voir un « médiateur familial » et non un autre professionnel. Nous avons le devoir de définir de quelle place nous parlons.

Brigitte GARY, Isabelle Pasquier et Françoise Everaars

MEDIATION FAMILIALE ET INSTITUTION JUDICIAIRE

(à partir de l'article de Danielle Ganancia, paru dans la Gazette du Palais du vendredi 18 avril 1997 : Pour un divorce du XXIème siècle)

- Présentation par Danièle Ganancia de la loi du 4 mars 2002 sur l'autorité parentale qui fait entrer la médiation familiale dans le Code Civil.

- Débat :

Comment notre pratique va t-elle mettre en place cette loi ?

Quelques exemples :

- En Moselle, l'injonction commence à fonctionner par le biais d'une information collective qui a semblé ne pas convenir à tous les participants : quand des personnes très en difficultés ou en colère s'expriment dans un groupe, elles ont tendance à faire partir ceux qui s'entendent et veulent être accompagnés sur les conséquences de la séparation.
- Sur le TGI de Nanterre : 10 injonctions. Il est envoyé alors aux personnes, un courrier leur proposant de venir ensemble ou de manière séparée : cet entretien ressemble beaucoup à un entretien de médiation familiale. Ceux qui demandent souvent des entretiens d'abord séparés sont des grands-parents.
- Sur l'Essonne, suite à un accord entre les JAF et les trois associations sur le département, il est proposé, soit une information collective gratuite, soit des entretiens payants d'information suite aux injonctions (5 euros).
- Dans le 95, l'information se fait par les Maisons de Justice et du Droit ; l'articulation Médiation familiale/médiation pénale y est clarifiée...
- Sur Reims, trois juges ordonnent des médiations familiales ; la loi du 4 mars 2002 n'a rien changé aux pratiques.
- Sur Tours, une seule injonction a eu lieu ; de même, à l'UDAF du Nord.

L'injonction semble utile à la plupart des participants pour un accompagnement vers la médiation familiale ; le Juge aux Affaires Familiales peut dire aux parents : « pour exercer votre devoir de parents, je vous donne une possibilité de vous rencontrer ». La parole du JAF va déclencher la suite. C'est une parole d'espoir que le juge peut donner au moment des audiences : « vous êtes dans une mésentente mais vous allez pouvoir vous en sortir par vous-même ».

La collaboration avec les JAF est importante. C'est à nous, médiateurs familiaux, d'aller vers ces derniers, de les informer sur notre pratique ; il serait intéressant de pouvoir assister aux audiences, de jouer un rôle pédagogique auprès des JAF qui entendraient les médiateurs familiaux eux-mêmes présenter la médiation familiale aux personnes.

D'un tribunal à un autre, l'envoi par les JAF auprès des médiateurs familiaux est très variable. Dans certains tribunaux, lors des audiences, les JAF renvoient les parents vers une permanence pour une information et pour se décharger « émotionnellement ».

Il s'agit aussi d'expliquer aux avocats le travail proposé en médiation familiale pour qu'ils puissent aussi y voir un intérêt pour leurs clients.

Un rapprochement est fait entre l'injonction et la médiation pénale.

Sur Lyon par exemple, l'information sur la médiation pénale aboutit dans 30% des cas à une médiation consentie. La médiation pénale réalisée par des médiateurs familiaux formés, débouche sur une médiation familiale volontaire, pour aller plus loin.

Même si les personnes viennent sous la contrainte, quelque chose d'authentique peut se produire. Les médiateurs pénaux orientent souvent vers la médiation familiale ; dans les Maisons de Justice, le travail en réseau le permet.

Il s'agit d'être vigilant, car, s'il faut se réjouir de l'entrée de la médiation familiale dans le code civil (et de son utilisation comme outil pour instituer la coparentalité), il y a aussi un risque majeur « d'instrumentalisation » par les juges ; la médiation familiale reste un espace destiné aux personnes. La logique de la médiation familiale reste antinomique avec la logique du judiciaire. Elle rompt avec une logique d'affrontement, de culpabilisation et d'échec pour la remplacer par une logique de responsabilisation.

Autres points de vue émis dans l'atelier :

- « Le recueil de l'accord est l'affaire du médiateur familial et il est essentiel que les juges conseillent, ordonnent une médiation familiale, même si les personnes ne sont pas partantes. Leur adhésion sera alors travaillée avec le médiateur familial. »

- « L'injonction est un moyen : si le JAF ne leur donne pas le choix, les parents iront et n'auront pas ainsi l'impression de perdre la face vis à vis de l'autre en rentrant dans une logique plus consensuelle. »

- « Même en médiation familiale spontanée, il s'agit au premier entretien de pouvoir recueillir l'adhésion des deux personnes. »

- « L'important est de faire en sorte que le maximum de personnes puissent avoir accès au dispositif ; le judiciaire en constitue une voie d'entrée. Par contre, le processus, la déontologie restent les mêmes. Le médiateur familial est garant du cadre, doit recueillir l'accord des personnes, leur adhésion, quelle que soit la voie d'entrée, y compris en médiation pénale. »

Les deux points forts à retenir de cet atelier sont les suivants :

- Quelle que soit la voie d'entrée (judiciaire, ordonnée ou injonction, spontanée, pénale) c'est le médiateur familial qui va permettre aux personnes de se saisir de cet espace de médiation familiale.
- La médiation familiale et la justice ont deux logiques différentes même si chacun s'essaye à la résolution des conflits familiaux. Quand on évoque la médiation familiale, ce qui est fondamental, c'est que le médiateur familial reste le garant du cadre posé.

MEDIATION FAMILIALE ET PROTECTION DE L'ENFANCE

Le tour de table permet de s'apercevoir que de nombreux collègues sont venus à la Médiation Familiale par le chemin de la protection de l'enfance. Pour les acteurs de la Protection de l'Enfance, cette nouvelle pratique paraît « séduisante et opérante » ; ils se demandent si elle peut être « adaptable ».

Actuellement, aucun cadre, aucun texte, ne permet d'utiliser la médiation familiale en protection de l'enfance.

On repère des « ponts » entre cette pratique et une certaine façon d'envisager le travail social :

- Un regard différent porté sur l'autre
- Un « abandon de pouvoir » par le travailleur social
- Un travail à partir des ressources des personnes, des compétences parentales.

Cependant, la médiation familiale implique au-delà : un processus et un cadre, avec des aspects sur lesquels on ne transige pas, notamment l'adhésion des personnes et la confidentialité.

Dans certains contextes institutionnels, on tente des « expérimentations » avec le sentiment d'être toujours « sur le fil du rasoir », l'attitude est « volontariste » : pensons les choses et elles arriveront !

Ainsi, au Service d'investigation et d'orientation éducative (IOE) de Toulouse :

Des médiatrices familiales exercent en tant que telles dans le cadre de mesures d'investigation concernant des enfants pris dans des conflits de séparation et de divorce.

La médiation est proposée aux parents s'il apparaît que le danger est lié aux conséquences de leur séparation. Il s'agit de retrouver la capacité à être parent. Dans le cadre de la mesure contrainte, il s'agit de créer un « sous cadre » où soient garanties la libre adhésion et la confidentialité.

A la fin du processus, le « rapport » au Juge explique en préambule que c'est un travail de médiation qui a été proposé et reprend les accords auxquels les personnes sont parvenues.

A l'audience, les médiatrices sont présentes (obligation de service) mais laissent la parole aux parents.

Ce « détournement d'IOE » existe depuis 8 ans et semble satisfaire les magistrats et les usagers : très peu d'IOE donnent suite à des AEMO.

A terme, le Service a évidemment pour objectif de créer et de faire agréer une nouvelle prestation « Médiation Familiale » tant à l'usage des Juges pour enfants que des JAF.

Des questions à propos de cette expérience :

- **Quelle est la place de l'enfant dans un tel dispositif ?**
- Que fait-on du danger ? : la MF s'arrête dès lors que l'enfant apparaît en danger
- Que fait-on de l'investigation pluridisciplinaire ? : psychologue et psychiatre sont à la disposition des usagers qui le souhaitent. Un travailleur social peut également intervenir.

Des remarques ou questions plus générales :

- La médiation familiale, « c'est tendance »... on entend souvent : « on en fait déjà ... on fait des actions de médiation familiale ».
- Le risque majeur demeure : que la médiation familiale soit « emportée dans le torrent de la protection de l'enfance. »
- La médiation familiale a apporté « une couleur » dont les travailleurs sociaux devraient pouvoir se saisir pour ouvrir d'autres portes
- Mais la médiation familiale, c'est « autre chose » : un processus, une posture, un cadre, bientôt un métier.
- Peut-on utiliser la médiation familiale dans des situations où l'enfant est séparé de sa famille : enfant / famille naturelle ; famille d'accueil / famille naturelle ?
- Il y a un risque d'instrumentalisation de la médiation familiale : la famille d'accueil, salariée d'une institution, n'a en fait aucun pouvoir et n'est pas en capacité de négocier avec la famille naturelle.

D'autres « expériences »... positives ou non

Lyon : une éducatrice d'AEMO administrative est de plus en plus « dégagée » de son travail initial pour travailler en médiation familiale.

Région Parisienne : Association Olga SPITZER. Le juge des enfants a adressé deux ordonnances de médiation familiale. Il précise : « le médiateur familial recevra les parents, pas les enfants ». Mais les personnes n'ont pas répondu à l'invitation.

Marie-Claude SIXDENIER

En GUISE de CONCLUSION toute PROVISoire

- **Médiation familiale et institution judiciaire :**
 - Quelque soit la voie d'entrée judiciaire (civile, pénale) c'est le médiateur qui va permettre aux personnes de se saisir de l'espace de médiation.
 - La médiation familiale et le judiciaire ont deux logiques différentes, même si elles ont un but commun : résoudre le conflit. Le médiateur reste maître du processus de médiation.
- **Médiation Familiale : gratuité ou paiement des entretiens :**
 - La participation financière ne préjuge pas de l'engagement des personnes. Les conditions de gratuité ou de paiement sont à présenter préalablement lors de l'entretien d'information.
- **Médiation Familiale : Questionnement éthique d'une pratique professionnelle :**

Ethique et pratique sont liées. Difficulté : confrontation et tensions permanentes entre éthique personnelle et professionnelle. Nécessité d'un confort de liberté personnelle pour exercer.
- **Cadre et processus de la médiation familiale :**
 - Le cadre est essentiel : il est sécurisant pour le médiateur et pour les personnes, bien que certains éléments soient négociables.
 - Processus/procédure, processus de changement : la clarification reste à approfondir.
- **Les écrits en médiation familiale :**
 - Ils sont essentiels. Mettent de l'ordre (nommer, objectiver, identifier, avancer...), « historisent », donnent sens au chemin parcouru.
 - Le médiateur n'est pas absent de ces écrits...
- **Médiation Familiale et enfants :**
 - Il faut croire aux compétences des personnes impliquées.
 - De la médiation parentale à la médiation familiale, faut-il introduire un espace de parole pour les enfants ?
- **Lieu d'accueil et médiation familiale :**
 - Finalité commune : la reprise des liens.
 - Il est nécessaire de penser l'articulation entre espace rencontre et médiation familiale.
- **Médiation Familiale et thérapie :**

La médiation familiale, en fonction des compétences particulières du médiateur, pourrait s'apparenter à un espace de thérapie...

- **Le médiateur familial et sa profession d'origine :**
 - Certaines professions peuvent être nommées, d'autres pas...pourquoi ?
 - Il y a nécessité de définir sa place en tant que médiateur.
- **MF et protection de l'enfance :**
 - La MF intéresse beaucoup les acteurs de la protection de l'enfance :
« séduisante, attractive, opérante »... Est-elle adaptable ? Aucun texte n'existe à ce jour. Comment faire dans un cadre de contraintes et de rendu compte avec les conditions d'adhésion des personnes et la confidentialité nécessaire au travail de médiation ?
 - Deux attitudes se révèlent : attentisme/expérimentation.
- **MF en matière pénale :**
 - Les pratiques sont hétérogènes...
 - Entre médiations judiciaires civiles et pénales : l'objectif de fond est il commun ?
- **MF internationale et interculturelle :**
 - La dimension du temps est essentielle :
Temps pour explorer et faciliter une reconnaissance mutuelle de la différence culturelle.
 - Deux temps distincts et articulés : temps de la vérification juridique / temps de la médiation.
 - Nécessité de nommer le risque d'enlèvements d'enfants transfrontières.
- **Les différents champs de la MF :**
Divorce/séparation ou autres situations familiales.
La médiation familiale est elle limitée aux problèmes de séparation familiale ou élargie à d'autres situations familiales ?
- **MF et violences conjugales :**
Se pose la question de la qualification de la violence.
Il n'y a pas de contre-indication a priori mais la nécessité de développer une compétence particulière.

Libres

Opinions

L'ART D'ETRE " PERE AU QUAI "

Lors d'un divorce, il y a bien sûr la séparation du couple – et dans le cas qui fut le mien le consentement était mutuel et la procédure fut toujours marquée d'un respect réciproque, ce qui facilite le processus –, et il y a, pour celui qui part, le père en l'occurrence, le deuil à faire de la présence quotidienne de ses enfants. Dans mon parcours, c'est là que s'est jouée la plus lourde déchirure. C'est ce travail de deuil, jamais totalement clos comme tout deuil, que je vais ici évoquer. Ce qui se joue dans une telle situation, c'est la perte d'un système de communication, la présence et la familiarité en continu, au profit de quelque chose de ténu auquel ne peut guère se rattacher quelque image positive : il s'agit simplement d'admettre, au fil des jours, et la loi n'y pourra rien changer, qu'on passe d'une pratique paternelle rythmée par les aléas du quotidien, à une sorte de situation grand-paternelle (l'âge mis à part) où l'on ne voit plus ses enfants que lors des week-ends ou de vacances, bref hors de leur rythme social et formateur. La seule réponse possible, qui pour des raisons d'abord professionnelles n'a pu être la mienne, à cette inéluctable dépossession, consiste évidemment dans la proximité d'habitation entre les deux parents divorcés : la résidence alternée et souple permet certainement de continuer à exercer sa fonction paternelle au quotidien, mais l'autorité parentale conjointe, quoique essentielle d'un point de vue symbolique, ne pourra jamais, me semble-t-il, répondre à cet éloignement structurel du quotidien que je résumerai ici d'une image : le sentiment à progressivement assimiler d'être désormais " père au quai " (comme d'autres sont pères au long cours), regardant de loin seulement ses enfants voguer dans des périodes dont il reçoit de loin en loin quelques nouvelles fragmentaires.

1. Le père au quai

Lors de mon divorce, mon fils avait 5 ans, et ma fille 2. Un âge auquel ils savent déjà s'exprimer au téléphone, mais où la communication véritable s'y avère très problématique, pour ne pas écrire impossible. De cette période, je garde surtout gravés dans ma mémoire ces coups de fil qui me laissaient au bord des larmes, à fréquence d'un tous les deux jours en général. J'essayais d'appeler à heures régulières, le soir, en fin de journée, avant ou après leur repas. Mais qu'avaient-ils à me raconter ? J'interrompais le fil de leur soirée, et à la question " qu'as-tu fais aujourd'hui ? ", ils n'avaient évidemment rien à répondre sur le moment. Un enfant, lorsqu'il a quelque chose à évoquer, ne l'énonce que rarement en réponse à une question immédiate, c'est une pensée qui tout à coup surgit, et pour y avoir accès, il faut être à proximité au bon moment. Les événements importants de leurs journées, peut-être les avaient-ils déjà évoqués auprès de leur mère, et de la sorte évacués, mis en veilleuse et donc inexprimables pour leur père simplement parce que j'étais à cette heure là au téléphone avec eux. J'entendais leur voix, mais ils n'avaient rien à me dire. J'en ai souvent pleuré et je me souviens aussi de mon estomac noué au moment de les appeler, à chaque fois, cette déception dont je savais qu'elle allait se renouveler. Mais il fallait bien sûr les appeler, aussi souvent que possible, leur faire au moins sentir que je pensais à eux, que je les aimais. Ce message-là, d'une présence aimante quoique spatialement éloignée, je pense qu'ils l'ont reçu, même si mon absence les a certainement aussi blessés, et j'ai pu les voir grandir avec le sentiment qu'ils s'appuyaient sur la confiance en soi qu'apporte la certitude d'être aimé de ses parents.

J'ai pourtant eu la chance que mon ex-femme accepte une sorte de période de transition : lors de notre première année de séparation, elle m'a laissé m'occuper des enfants le mardi et le mercredi, chaque semaine, me laissant sa maison avec eux pendant la journée, et moi dormant à l'hôtel du mardi au mercredi. J'ai ainsi pu les chercher à l'école et les emmener à la gym ou la musique pendant cette année, continuer en pointillé à être père encore une année scolaire. Et puis mon ex-femme m'a ensuite demandé d'adopter le rythme plus traditionnel des week-ends alternés, ce qui en même temps correspondait davantage à l'organisation peu à peu établie de ma nouvelle vie sentimentale, puisque j'avais rencontré une nouvelle compagne. Mais malgré cette chance d'une "année tampon", me reste avant tout le souvenir des coups de fil douloureux que j'ai donnés à mes enfants cette année-là. Le deuil de ne pas les entendre près de moi, quand bien même je ne m'en occupais pas directement à la maison lorsque j'y travaillais, tout simplement de *savoir* ce qu'ils faisaient, comment et à quel moment... Tout ce qu'ils ne pouvaient pas me dire quand je les appelais, quelle qu'ait été leur bonne volonté.

L'âge aidant, ils ont progressivement su me raconter les événements saillants de leurs journées passées, mais combien de fois aussi m'ont-ils répondu, comme compte rendu de leurs journées précédentes, qu'ils n'avaient rien fait de spécial, ou qu'ils n'avaient tout simplement rien à dire... Le deuil a progressivement opéré, mais comment mieux figurer que par ce "rien" cette absence installée ? Se sentir "père au quai", c'est donc se percevoir comme mis à l'écart, à regarder du ponton s'éloigner ses enfants, à peine les deviner, conjecturer leurs jeux et leurs soucis dans un navire dont on a débarqué irrémédiablement.

2. Le père " OK "

Bien sûr la relation n'est pas complètement distendue : chaque quinzaine, c'est le rituel des week-ends partagés, encadrés de ma part par 1200 kilomètres d'autoroute, deux allers-retours de chez moi à chez leur mère en général (si possible) du vendredi soir au dimanche soir, après les embouteillages et aidé par quelques cafés pour les retours très nocturnes. Assez vite, après quelques bavardages, les enfants s'endorment : la conversation routière s'est enrichie et allongée au fil des ans, mais si leur repos a pu leur épargner la monotonie des kilomètres (si pénibles pour des enfants qui s'ennuient en voiture), ce n'est pas lors de ces soirées partagées qu'un dialogue profond s'est souvent mis en place.

Lors des week-ends, je me suis trouvé confronté à une sorte de quadrature du cercle : leur donner des repères stables, presque casaniers au départ, de façon à ce qu'ils sentent que chez leur père, c'est un second chez eux, et en même temps tenter de leur proposer des activités d'éveil, de découverte ou ludiques, destinées à agrémenter leurs séjours chez moi. Parfois aussi, passage chez des amis ayant des enfants d'âge proche. En général, vacances sur place : la maison est à la campagne et avec jardin, c'est encore le meilleur moment, l'été dans le Nord, pour en profiter. C'est dans ce cadre-là que l'on se découvre "père OK", figure à son insu grand paternelle, puisque faire preuve d'autorité, incarner la Loi, s'avère à mon sens problématique dans la logique de détente qu'appellent week-ends et vacances.

Bien sûr il a fallu parfois sévir, en particulier pour punir mon fils s'en prenant à sa petite sœur, et ce fut d'ailleurs récurrent, puisque, contrarié à l'idée de bientôt devoir me quitter, il devenait insupportable, avec sa sœur comme souffre-douleur, dès le dimanche midi. Peu à peu l'équilibre s'est néanmoins trouvé, et désormais, j'essaie avant tout d'éviter qu'ils rencontrent trop de contrariétés chez leur père : que leurs séjours les détendent au terme de leur semaines de classe. J'interviens évidemment pour vérifier leurs devoirs, mais le reste de leurs jeux, même si j'aurais réagi différemment en tant que père au quotidien, leur laisse par exemple un temps considérable, s'ils le souhaitent, devant la télévision ou des jeux vidéos, dont (et c'est un partage des rôles tacite) leur mère les a longtemps sevrés durant la semaine.

Ne pas les voir assez souvent implique presque automatiquement, par compensation, une tendance au laxisme bienveillant dès qu'ils sont chez moi : le temps passé ensemble est trop court pour y laisser place aux tensions ou aux contrariétés évitables. Je dis oui sans être toujours d'accord, après avoir plutôt conseillé ou suggéré une autre activité, mais après tout, l'essentiel à mes yeux n'est-il pas qu'ils associent leur séjour chez moi à du plaisir partagé ? La figure de la Loi freudienne vacille sans doute sur son piédestal, mais la règle n'est pas pour autant effacée, puisque demeurent des exigences d'horaire, de politesse et de participation (depuis qu'ils ont grandi) aux tâches de la maison (ne serait-ce que ranger leurs chambres et leurs affaires...). Néanmoins, l'essentiel de l'autorité se trouve, dans notre coparentalité, assurée au quotidien par leur mère.

3. Le perroquet ?

Une telle situation, dès lors que la priorité des deux parents est avant tout l'équilibre des enfants, implique de fait une délégation de l'autorité à celle qui gère le quotidien, en particulier les soucis de la scolarité. Même s'il y a quelques devoirs à faire le week-end (beaucoup moins en tout cas que lorsque j'avais leur âge...), c'est en semaine que le rythme de travail doit être pris, ce qui peut amener des frictions, quand on a affaire à un enfant intelligent mais paresseux comme notre fils. De même, je suis informé des choix d'orientation pris par mon ancienne épouse, mais c'est elle qui connaît les différentes filières et niveaux des établissements scolaires de sa ville. De loin, je ne fais qu'enregistrer. J'ai juste émis un avis défavorable lorsque a été formulée par leur mère l'hypothèse d'un passage vers l'enseignement privé pour des raisons de niveau et d'environnement scolaire, mais en définitive, je ne peux qu'acquiescer : ce n'est pas moi qui ai à gérer ces problèmes au quotidien. Et mon opinion semble avoir été entendue : des solutions ont été trouvées au sein du système public.

L'axiome selon lequel l'autre parent a toujours raison devant les enfants se renforce dans une situation de divorce avec éloignement par la grande difficulté (et donc l'extrême rareté) de discussions entre les parents sans la présence des enfants (puisque nos seules rencontres ont lieu quand je viens les chercher ou les ramener). Le téléphone le soir est certes possible, mais psychologiquement peu désiré, dès lors que la séparation a fait diverger nos rythmes et nos vies. De trop fréquentes conversations avec mon "ex" auraient pu éveiller des remarques aigres, voire jalouses de mes compagnes ultérieures. De toutes façons, nos objectifs éducatifs sont convergents, et de légères variations tactiques sont mineures face au message essentiel de respect et d'harmonie entre les parents, mêmes divorcés :

Du coup, le père au quai s'avère aussi perroquet – votre mère a raison (et silence sur mon for intérieur).

“ Perroquet ”, c’est peut-être aussi acquiescer au cours des choses, enregistrer en quelque sorte le travail du deuil : peu à peu les “ échanges ” téléphoniques se sont révélés moins douloureux. Chacun a pris ses marques. D’autres problèmes affectifs ont pu se greffer sur ceux-là, me permettre finalement de les digérer, de les intégrer à mes nouveaux repères. Et voilà donc à quoi j’aboutis, au terme de ce retour en arrière : en *acceptant* (je n’avais bien sûr pas le choix, mais j’ai su prendre appui sur cette nouvelle donne, requalifier mes priorités, les hiérarchies de mes principes et de mes actions, de façon à toujours tenter non seulement de préserver les enfants de mes propres difficultés, mais surtout de leur transmettre amour et vision positive des événements, confiance en eux par conséquent), en acceptant donc de voir mes enfants grandir le plus souvent loin de moi, ce statut bizarre de “ père au quai / perroquet ”, j’ai en quelque sorte donné une seconde vie à ma paternité.

Re-père... Un ancrage fondé finalement sur l’improvisation et la réactivité. Par-delà toutes mes conceptions préalables en matière de paternité, une affaire d’amour.

Stéphane H

POINT RENCONTRE – MEDIATION FAMILIALE

les 10 ans du point rencontre de Poitiers

A la suite de cette présentation du travail au point de rencontre et de ses fondements (réalisée par Gilles METAIS), je vais m'appliquer à donner quelques pistes de réflexion sur les convergences, divergences, articulations possibles des deux dispositifs tiers que sont le point rencontre et la rencontre de médiation.

Point rencontre et espace de médiation familiale sont des lieux et des temps où peuvent se vivre et s'exprimer (ici et maintenant) des émotions, où s'expérimentent des relations, dans un cadre précis, avec l'aide de professionnels qui créent une sécurité dans un contexte familial de souffrance, de déni, de colère, de vengeance...

Point rencontre et médiation sont des espaces pour accueillir des conflits plus ou moins exacerbés, pour ressentir et élaborer des liens mis en question.

Ce sont des lieux et des temps de passage, des espaces potentiels pour se déprendre et se séparer, pour faire l'expérience d'une nouvelle distance (entre femme et homme, père et mère, enfant et parent), et pour créer de nouvelles relations. Tenter de se délier et de se re-liaer différemment.

Ces lieux proposent la confidentialité sur ce qui se vit et se dit là comme si l'on tentait de reconstituer une enveloppe (un moi peau /un nous peau), à la suite de l'hémorragie de haine et de violence qui a fait se déverser la vie intime sur la scène sociale.

Ce qui se fait comme expérience à travers le point rencontre et l'espace de médiation, c'est l'expérience de la séparation, de l'individuation, du lien et de la transformation du lien.

Et dans les deux cas, cette expérience se fait à travers du tiers: des espaces, du temps, des règles, des objets ou sujets médiateurs.

Travail de séparation et sur la séparation.

Au point de rencontre, les parents sont physiquement séparés : il y a la salle d'attente, et son temps pour l'enfant et le parent hébergeant d'une part ; et dans un autre lieu et un autre temps, des espaces et du temps pour la rencontre entre le parent visiteur et l'enfant. Ce sont des séparations obligées par l'ordonnance de justice et matérialisées par le rituel du point de rencontre. Le travail est davantage du côté de la rencontre parent /visiteur- enfant et de ce vide, cette distance créée avec le parent hébergeant.

En médiation, la proposition de travail est différente. Elle se situe du côté de l'homme et de la femme, du père et de la mère, dans leur relation à un objet ou sujet commun (l'enfant mais aussi une maison, une entreprise, des meubles, la conception de l'amour, du couple, de la parentalité...). Il s'agit d'organiser des rencontres entre

des adultes autour d'un même objet qui fait conflit, de débattre de ce qui est moi, toi, nous ; à moi, à toi, à nous.

Les hommes et les femmes, aussi parents, vont passer du temps ensemble à parler et à vivre ces moments, dans un même lieu (l'enfant étant éventuellement - et non obligatoirement, invité à des rencontres).

Pour mettre en œuvre une rencontre de médiation familiale, il est nécessaire de se rencontrer, de prendre en compte et d'accepter le cadre égalitaire de la médiation et les valeurs qui le fondent : chacun va être libre de s'exprimer, de débattre, de décider ; chacun est sujet séparé et relié socialement, chacun est sujet acteur et responsable.

La séparation est symbolisée par la présence du médiateur, par le lieu et le temps, limités, les plus neutres possibles, en distance par rapport aux événements, décalés du quotidien.

L'expérience de séparation dans la médiation se vit dans la parole qui sépare, dans la recherche pour chacun d'être au plus près de sa propre pensée, dans la confrontation et le débat qui ont lieu.

Les parents du point de rencontre accepteraient-ils dès les premiers contacts, dès le début d'intervention, de se rencontrer, dans le respect mutuel de leur parole, sans se détruire par le passage à l'acte ou la parole ? Peut-on leur offrir dans un autre temps et un autre lieu cette possibilité de se rencontrer quand le point rencontre leur signifie la nécessité de se séparer physiquement ? Sans doute est-il possible de proposer des rencontres de médiation à la demande des parents ou sur proposition des intervenants...mais, de mon point de vue, dans un autre lieu, un autre temps, avec un autre intervenant et un autre objectif de travail. L'idée de séparer temps de visite et espace de médiation part de l'hypothèse que les parents en point de rencontre ont du mal à se séparer, à se déprendre...et qu'il est nécessaire de créer des espaces, des vides, des distinctions entre différents rôles et places et de les symboliser à travers la mise en œuvre des dispositifs de travail.

Notons que certains lieux d'accueil fonctionnent différemment des « points rencontres » : en présence de « médiateurs qui accompagnent également les rencontres parents/enfants et organisent des réunions parents –enfants -médiateurs qui sont aussi l'exercice de droits de visite.

« La dépendance négative à l'autre » dont parle Gilles METAIS (intervenant au point rencontre de POITIERS) existe aussi dans l'espace de médiation, les désirs de vengeance et de destruction - de l'autre et aussi de l'objet ou du sujet qui est entre les deux - sont aussi présents ...ils sont là et le médiateur va accompagner les personnes dans le questionnement sur soi-même dans cette situation, en lien avec l'autre ; il s'agit de parler, de dire ce qui n'a pu être dit (autrement que par des passages à l'acte qui traversent parfois l'enfant) dans la limite fixée par les règles de la médiation (la non violence, le respect) de les sortir de soi pour mieux les entendre, les comprendre et les transformer...il est nécessaire, dans la médiation,

qu'il soit possible de passer du combat au débat sinon l'espace de médiation devient « une scène de ménage permanente » pour continuer à se battre et à se faire mal et nous sortons du cadre et des objectifs mêmes de la médiation.

Pour s'asseoir ensemble dans un espace de médiation, il est nécessaire de se reconnaître un minimum séparé, d'accepter que l'autre soit, dise, pense, décide. Pour travailler en médiation, il est nécessaire d'accepter de faire un travail d'élaboration autour de la séparation.

L'intervention en point de rencontre intervient dans des situations des conflits aigus, de dépendance à l'autre et de rejet extrême de sa place auprès de l'enfant. Les interventions nécessitent de s'appuyer très fort sur la loi écrite et dite par le Juge, sur l'ordonnance qui fait cadre en fixant de l'extérieur espace, temps, modalités de la rencontre, sur le règlement du point de rencontre qui fixe des règles strictes de non agression. Cette loi se pose, massive, dans la mesure où les parents, pour une large part d'entre eux, n'acceptent pas les droits et devoirs fondamentaux de l'autre.

En médiation, la loi (être séparés, avoir des droits et devoirs) est davantage reconnue (sinon acceptée). Le cadre est posé en accord avec les personnes : espace, temps, règles, acteurs. Les thèmes à traiter sont choisis par les acteurs (les thèmes peuvent être différents des termes de l'ordonnance de justice). Il existe une plus grande liberté de forme (contenant) donnée au travail dans la médiation qu'en point de rencontre ; le fond (contenu) restant pour les deux espaces de la libre création des acteurs.

Travail sur le lien

Dans ces lieux, il y a aussi ce qui fait lien. Au point rencontre : une ordonnance de justice, des objets, les intervenants et l'enfant qui traversent les espaces et les temps séparés ; en médiation : les objets communs, le médiateur que la parole traverse, qui fait relais de parole...

L'espace de médiation est un espace restreint qui met en risque de rencontrer l'autre, sujet d'amour et de haine, l'autre parent aussi. L'espace du point rencontre est un espace qui met au risque de vivre les vides et les pleins relationnels avec l'enfant, au risque d'entendre et d'accepter des droits et des devoirs de l'autre.

Médiateurs et intervenants : des rôles et des places ...

Quant au(x) médiateur(s) et aux intervenants, ils utilisent des méthodes et proposent des dispositifs différents : les intervenants du point de rencontre sont mobiles, traversant les différents espaces (comme l'enfant d'ailleurs), utilisant probablement davantage la mouvance corporelle (prendre l'enfant dans les bras et des bras du parent, lui prendre la main, participer éventuellement à un jeu...) que le médiateur dont l'espace est circonscrit à une pièce, des positions assises, en triangulation, permettant le face à face ; espaces traversés, remplis par du langage verbal et non verbal.

Les intervenants interchangeables du point rencontre peuvent faire des actes de médiation à travers les passages et aussi les vides qu'ils créent entre les uns et les autres (parents et enfants), à travers les espaces, les objets médians qu'ils proposent ; ils ne sont pas, en soi, des médiateurs posant un cadre de rencontre entre parents.

Le médiateur est l'autre, un tiers humain qui sépare et lie, qui accompagne les adultes, femme et homme et aussi parents, dans un travail de clarification, d'écoute mutuelle, de communication, de sens, de confiance et de décision commune.

Des présences temporaires

Intervenants et médiateurs (et leurs dispositifs) sont des tiers dans les entretiens douloureux pour mieux quitter la scène de l'intime qui n'est pas la leur... Ils sont dans le provisoire, dans la transition comme pour mieux redonner (refléter) le pouvoir aux personnes qui leur avaient fait confiance, pour offrir de l'espace pour recréer du tiers entre soi et se passer de professionnels.

Annexe: le cadre, pour être plus clair, est ce qui borne et limite, et organise la communication dans la situation de travail ; il est fait d'éléments constants: le lieu, le temps, les règles, les acteurs. Le cadre est un dénominateur commun entre tous les acteurs de la situation ; il assure une sécurité et constitue une base d'accord sur les données fixes de la rencontre; il limite , contient, et symbolise des valeurs fondatrices de la rencontre.

Claire DENIS

À propos des ACCORDS DURABLES

« Une impasse sur les quatre erreurs ? »

La définition de la Médiation Familiale du Conseil National Consultatif semble poser problème à nombre d'entre nous. Cette définition écarte délibérément l'objectif de la recherche d'accords et fait l'impasse sur la question des enfants alors que ces deux éléments étaient au cœur de la définition jusqu'alors retenue par l'APMF.

Faut-il s'en plaindre et rester attaché à notre propre élaboration, ou au contraire, s'interroger sur la logique sous-tendue par cette définition. Le Conseil National Consultatif de la Médiation Familiale a-t-il cherché à nous « imposer » un renoncement à nos principes fondateurs ou n'a-t-il pas fait ici un effort nécessaire de clarification du concept ?

Ecartons de la réflexion « la question des enfants » qui n'est que la conséquence du *prima* de la logique de **recherche d'accords**, vérifiable au niveau de la réalité, pour retenir dans un premier temps ces derniers.

1 - Une erreur conceptuelle

Reprenons ce que nous enseignent les chercheurs en communication :

Toute communication possède deux niveaux :

- celui du contenu (souvent repérable au niveau digital)
- celui du processus engendré par l'échange (qui passe le plus souvent par l'analogique).

Définir la Médiation Familiale comme « étant un processus » c'est donc s'intéresser bien plus à la relation qui se joue dans l'espace singulier qu'au contenu même des échanges. Relation née à l'intérieur d'un espace professionnel qui aspire à devenir métaphore de la relation entre les sujets eux mêmes dans cette expérience vivante que constitue la Médiation Familiale.

2 - Une erreur qui conduit à la contradiction

On ne peut pas définir la Médiation Familiale comme étant à la fois **un processus** (générateur de relation) et fixer de l'extérieur de l'espace médiation, la finalité de ce dernier, car il s'agit là d'une contradiction.

Ou bien « la Médiation Familiale est un processus dans lequel, etc. >> et l'on identifie alors l'espace comme ayant vocation au changement **et c'est à (aux) l'utilisateur(s)** (avec l'aide du tiers bien entendu) **de définir l'objectif(s), les sujets à traiter et les étapes intermédiaires**. Ou l'objectif final est clairement fixé par le tiers avant même la rencontre, ce qui implique inexorablement un renoncement à définir l'objet médiation comme étant un processus pour lui substituer :

« *La Médiation Familiale est une intervention dans laquelle ...* »

Notons qu'à partir de cet instant, la Médiation Familiale sort du champ de compétence des sujets pour se ranger délibérément dans la panoplie des outils du contrôle social puisque alors, on privilégierait la question du contenu au détriment du processus.

En quoi la Médiation Familiale se différencierait-elle alors de la conciliation ?

3 - Une erreur de sens

Nombre de médiateurs familiaux se réfèrent à une vision systémique de la crise observée. Le signifiant qui en découle **implicitement** est que les règles du système considéré doivent changer. Les nouvelles règles acceptées ne doivent **pas être durables** car elles risqueraient, en se rigidifiant, de produire de nouvelles crises, de nouveaux conflits...

Un système vivant est confronté à la nécessité de modifier continuellement ses règles de fonctionnement. Ces modifications sont très souvent tacites, parfois implicites et, à l'occasion, nécessitent le passage par la crise. Ce qui doit être durable, ce ne sont pas les accords mais **la capacité que doivent acquérir les personnes à changer** justement ces derniers.

Par ailleurs, la question de la durabilité des accords (qui aurait alors vocation à mesurer cette durabilité ?) n'a qu'une seule finalité : rassurer l'instance sociale ou répondre à la demande de l'instance judiciaire !... et donc participer à l'inscription de la Médiation Familiale dans le champ du contrôle social.

4 - Une erreur stratégique

Définir un objectif de réalité, c'est explicitement fixer où se situe la finalité de la méthode et par la même « clarifier » la question de l'évaluation :

- Une Médiation Familiale « réussie » se mesurerait ainsi à une production de réalité : le protocole d'accord.
- Une Médiation Familiale qui n'aurait pas atteint l'objectif initialement identifié ne pourrait donc être « qu'échouée ».

Mesure-t-on bien la logique et les conséquences qui découleraient d'une telle définition ?

Bernard CORTOT

REFLEXIONS sur la LOI RELATIVE à l'AUTORITE PARENTALE

(n°2002/305 - 4/03/2002 - J.O. du 5 Mars 2002)

Quels que soient les péripéties de leur « histoire de couple », tous les parents sont invités à exercer leurs responsabilités d'une manière consensuelle.

Lorsqu'ils se séparent, les parents *non mariés* ont toujours eu la possibilité de régler *entre eux* l'organisation de la vie de leurs enfants dans ses divers aspects. S'ils l'estimaient nécessaire ou prudent par rapport aux accords pris, ou s'ils étaient en conflit sur ces modalités, ils avaient *la faculté* de saisir le juge aux affaires familiales qui se prononçait en fonction des intérêts des enfants.

Quant aux parents *mariés*, dans le cadre de la procédure introduite par la dissolution du lien conjugal, le juge aux affaires familiales avait, jusqu'à ce jour, *l'obligation* de s'intéresser aux conséquences de la séparation ou du divorce pour les enfants¹. Dès lors qu'ils sauvegardaient suffisamment les intérêts des enfants, le juge prenait en compte les accords présentés par les parents sur les modalités de l'exercice de l'autorité parentale quant aux droits de visite et d'hébergement et la contribution due pour leur entretien et leur éducation². S'il y avait divergence ou conflit, le juge tranchait.

Depuis le 4 Mars 2002, quel que soit le statut des parents, tout ce qui a trait aux enfants relève du juge aux affaires familiales agissant en fonction de la nouvelle loi dès lors qu'il est saisi³.

Ainsi, les « enfants du divorce » ne sont plus l'objet de mesures particulières. Ils relèvent des dispositions de l'autorité parentale communes à tous les enfants quels que soient le statut et l'organisation de vie de leurs parents.

Il n'y a plus d'enfants du divorce !

Aujourd'hui et demain comme hier, quel que soit leur mode de vie, ensemble ou séparément, tous les parents partagent la responsabilité d'adapter leur mode de vie en fonction des besoins matériels, éducatifs et affectifs de leurs enfants⁴.

Le rôle du Juge aux Affaires Familiales est ainsi clairement différencié :

- *Dans le cadre du divorce, il est obligatoirement saisi pour statuer sur la demande de séparation et/ou de divorce des époux, et toutes les questions les concernant chacun personnellement,*

1 - Article 247, alinéa 2, seconde phrase abrogée

2 - Anciens articles 286 à 295

3 - Nouveaux articles 256 et 286

4 - Article 373-2

- Dans le cadre de l'autorité parentale, il intervient dès lors qu'il est saisi. Il peut trancher tout désaccord et homologuer tout accord, y compris en termes de résidence des enfants en alternance. Il peut même l'imposer à titre provisoire.⁵

Peut-être serait-il possible de voir s'instaurer *une nouvelle pratique* : le juge aux affaires familiales, *obligatoirement saisi par des époux* dans le cadre de la dissolution de leur lien conjugal, rendrait, par ailleurs, *à la demande de l'un ou des deux parents*, une décision qui serait disjointe de l'ordonnance de non conciliation ou du jugement de séparation ou de divorce. Cette décision se traduirait par *un document juridique spécifique concernant les enfants*. Souvent utilisé dans la pratique par les parents devant diverses instances à cause de sa valeur exécutoire, ce document ne ferait ainsi nullement mention du mode de séparation des parents. Cet aspect, qui relève de *la sphère privée*, n'a aucune incidence et ne présente donc aucun intérêt quant aux dispositions prises pour les enfants.

« A l'effet de faciliter la recherche par les parents d'un **exercice consensuel de l'autorité parentale**, le juge peut leur proposer une mesure de **médiation** et, après avoir recueilli leur accord, désigner un **médiateur familial** pour y procéder. Il peut leur enjoindre de rencontrer un **médiateur familial** qui les informera sur l'objet et le déroulement de cette mesure. »⁶

Ainsi, la médiation familiale fait son entrée dans le Code Civil.

Jusqu'à ce jour, en effet, la médiation au sens le plus large relevait du décret du 16 Juillet 1996 qui mentionne clairement la confidentialité des entretiens.

L'injonction – obligation forte selon le dictionnaire – ne porte que sur **une séance d'information sur la médiation familiale effectuée par un médiateur familial**. A l'instar du constat fait au Québec où ce dispositif a été mis en œuvre, on peut espérer que la plupart des personnes ainsi réellement informées s'inscriront dans la démarche proposée par le juge aux affaires familiales.

Pour avoir pratiqué dans notre service *la médiation pénale en contexte familial*, nous constatons que, sur plus de 250 dossiers, *75% des personnes* très fortement incitées par le procureur – tout particulièrement les mis en cause - *se sont engagées dans la démarche*. En effet, à l'issue de l'entretien initial individuel de présentation de la médiation, elles ont adhéré à la mesure préconisée - Soulignons, au passage, que *plus de la moitié de ces parents*, dont l'un avait porté plainte contre l'autre pour « abandon de famille » ou « non représentation d'enfant(s) », *a trouvé des accords* au terme de cette démarche -

On peut noter, de plus, l'intérêt du terme « *consensuel* » inséré par le législateur, à propos de l'exercice de l'autorité parentale. C'est à cette recherche que les parents sont invités par le juge en cas de divergence ou de conflit, c'est dans cet objectif *qu'il les oriente vers un service de médiation familiale*.

5 - Article 373-2-9

6 - Article 373-2-10

Afin de donner sens à la notion très concrète d'autorité parentale, le législateur a estimé nécessaire d'en faire solennellement lire sa définition à des moments clés de la vie des citoyens : lors du mariage et de l'établissement de l'acte de reconnaissance d'un enfant.⁷

Pour conclure. . . .

S'il est évident que la loi ne change pas tout à la vie, j'estime très positif que ce texte de référence, fondamental pour la vie quotidienne de chacun d'entre nous en tant que parent, fasse clairement et solennellement appel à notre *responsabilité de père et de mère*. Nous sommes invités à l'exercer en toutes circonstances « *de manière consensuelle* ». Il est des moments où cela est difficile. Quels parents n'ont fait l'expérience des tâtonnements et ajustements nécessaires entre eux par rapport à leurs enfants, tout particulièrement dans la période de l'adolescence ? Certes, la « tourmente » de la crise conjugale et/ou de la séparation du couple rend cet « exercice » particulièrement compliqué.

Pratiquant la médiation familiale depuis 6 ans, je fais le constat suivant : dès lors que les parents sont parvenus à faire le point sur la fin de leur histoire conjugale, ils ont la compétence pour mettre en place les moyens d'une organisation de vie respectueuse de chacun de leurs enfants.

D'avantage connue et reconnue et plus fréquemment préconisée, la *médiation familiale* permettra que bon nombre de parents parviennent à trouver par eux-mêmes une issue négociée pour un *exercice consensuel de l'autorité parentale*. Cela sera certainement mieux vécu par leurs enfants qui sont parfois confrontés à la phrase sans appel : « le juge l'a décidé... ».

Il reste néanmoins absolument nécessaire que, faute d'accord entre les parents, un cadre soit fixé pour les enfants car . . .

. . . même pendant la crise, la vie continue . . .

Claude BARRIER

7 - Article 371 -1

MEDIATION FAMILIALE et THERAPIE

Quelle différence ? La médiation serait-elle un processus de thérapie à l'occasion familiale ?

Nota : Cette question a été également abordée dernièrement par Marie THEAULT (in revue MEDIATION et SOCIETE) (1)

M & S : Dans quels cas concrets optez vous pour la thérapie ?

M.T : *« Lorsqu'il y a dysfonctionnement familial. Par exemple un enfant anorexique ou en grand échec scolaire et psychologique, je constate la maltraitance ou des abus sexuels, ou encore des rigidités familiales qui bloquent le développement psychologique de l'un des membres de la famille. Dans la thérapie l'accent est mis sur le présent et le passé ».*

« La thérapie traite des dysfonctionnements graves »

Comme on le verra plus loin, je partage avec cette médiatrice l'idée de la différence de sens entre Thérapie Familiale et Médiation Familiale. Toutefois la démonstration de l'auteur me met très mal à l'aise, pour quatre raisons :

1- J'opte pour

La thérapie n'est pas une « option » du *thérapeute*. La formulation laisse sous entendre qu'en fonction du diagnostic, le tiers (Thérapeute ? Médiateur?) choisirait telle ou telle option en lieu et place du sujet et pour ce dernier. L'objectif à définir, en Médiation comme en Thérapie, n'est pas du ressort du professionnel.

2- Dans le cas de dysfonctionnements graves

Et la médiation de dysfonctionnements légers ? Je doute que le thérapeute se retrouve dans cette présentation de l'espace thérapeutique et le médiateur dans les pré-supposés sous-tendus par cette affirmation. Les demandeurs de psychothérapie ne présentent pas tous (dans la réalité une minorité...) des troubles de types psychopathologiques.

3- En thérapie l'accent est mis sur le présent et le passé

La thérapie, tout comme la médiation familiale, ne peut se résumer à une stratégie (pas plus qu'à une technique) mais par le sens donné. L'objectif recherché est le changement. Si le passé (surtout dans un cadre psychanalytique) est abordé, ce n'est pas pour la seule compréhension de ce dernier, mais pour mieux concourir à changer le présent

(1) N°1 – Revue Médiation et société

4- Je constate la maltraitance ou des abus

Ni le médiateur ni le thérapeute n'ont cette vocation, nous sommes là dans le domaine de la compétence du judiciaire.

M & S : Y a t il donc un cadre juridique précis pour la médiation et la thérapie ?

M.T : *La Médiation est définie dans le cadre juridique de la loi du divorce alors que dans la thérapie la loi n'intervient qu'en cas de maltraitance psychologique ou physique, et ce dans le cadre de la protection de l'enfance.*

Je ne peux davantage souscrire à cette démonstration :

1 – La médiation n'est pas « *définie* » par la loi. Ce qui est abordé, c'est la possibilité pour le magistrat « *d'ordonner* » sous réserve du respect de certaines règles de procédure... en clair les « *médiations judiciaires* ». Pourquoi, par ailleurs, vouloir résumer la médiation familiale à son champ le plus anecdotique d'aujourd'hui : celui des médiations *ordonnées* (en opposition à celui des *spontanées* bien plus développé)

2 – La loi n'intervient pas davantage pour « *prescrire une thérapie* » dans les situations de maltraitance... Il y a ici confusion entre l'injonction thérapeutique et l'espace thérapeutique.

Essayons désormais d'aborder la question posée à partir d'un autre regard. Bien entendu, comme pour cette collègue, la critique est possible voire bienvenue !...

« La médiation familiale est un processus de construction ou de reconstruction du lien familial axé sur l'autonomie et la responsabilité des personnes concernées par des situations de rupture ou de séparation dans lequel un tiers impartial, indépendant et qualifié et sans pouvoir de décision : le médiateur familial, favorise à travers l'organisation d'entretiens confidentiels, leur communication , la gestion de leur conflit dans le domaine familial entendu dans sa diversité et dans son évolution (dernière définition retenue par le CNCMF.) »

Poser la question de la différence c'est aussi clarifier les singularités !

Je me suis intéressé aux médiations familiales après une vingtaine d'années de pratique des thérapies (et notamment, familiales ou de couples) ce qui n'a pas manqué de laisser des traces... Par ailleurs, j'ai toujours travaillé dans le champ de la santé mentale, c'est à dire dans une institution qui, par essence et par mandat, a un champ de compétences qui s'inscrit dans le domaine du soin et non dans celui du social, alors qu'aujourd'hui, il est de bon ton de « *confondre* » intervention sur/autour de la famille avec processus de thérapie familiale, au motif que l'intervenant « *s'autoriserait* » de la pensée systémique...

Qu'elle soit individuelle, groupale, ou qu'elle s'intéresse au système, dans thérapie familiale, il y a :

THERAPIE

La thérapie (ou plus exactement psychothérapie) a une signification très claire que l'on fait mine d'évacuer avec beaucoup d'aisance (sans doute parce qu'elle pose problème...) :

Thérapie vient du grec *therapia* qui signifie soin. La psychothérapie est donc un soin (et non un modèle d'intervention...) qui s'intéresse à la psyché par opposition aux autres types de thérapie ...En résumé, la psychothérapie familiale vise à traiter l'ensemble de la famille dont l'un des membres est considéré comme malade (le *patient* identifié). Ce rappel me paraît important car il permet de se repositionner par référence au signifiant profond : soigner, et non par référence à la nébuleuse du social, depuis que ce champ s'est (aussi) approprié l'outil systémique et se plaît à entretenir la confusion entre :

- intervention dans le champ familial avec une grille de lecture systémique (par opposition à la grille traditionnelle linéaire).
- *thérapie familiale*

La médiation familiale peut, elle aussi bien évidemment, utiliser la grille de lecture systémique... ou analytique, mais il ne s'agit alors que de l'outil utilisé par l'intervenant pour se mettre *en scène*.

Poser la question de l'éventuelle concordance entre Thérapie Familiale et Médiation Familiale c'est ainsi implicitement appréhender le second modèle en référence au champ de compétence du premier : les soins, ce qui nous conduit alors à devoir préciser quelle maladie il s'agit ici de traiter !

Dans cette optique (celle de la concordance) la médiation familiale serait une branche des thérapies familiales qui s'intéresserait à une situation particulière vécue par le système considéré (la famille) : la **rupture** identifiée ici comme *une maladie*. Remarquons d'emblée le saut conceptuel que cela signifie puisque cette particularité (la rupture) serait de fait à ranger dans la nosographie des pathologies familiales... ou ***l'art médical volant au secours de la morale...***

La seconde difficulté (dans la logique précitée) découle du système avec lequel nous allons devoir construire notre intervention, c'est à dire là où le symptôme prend son sens. La rupture dont il est fait état est une rupture qui se situe au niveau de *la sphère conjugale* (qui disparaît du fait de cette rupture) et non sur le plan de la famille constituée qui reste, elle, indépendamment des actes posés par les membres qui la composent (ou de la volonté de ces derniers) comme une entité « bien vivante ». Si on peut imaginer pouvoir *soigner* une entité vivante (la famille), c'est une autre galère que de vouloir s'atteler à la *résurrection* des morts (le couple)...

La troisième difficulté se situe au niveau de la réalité vécue par les membres de cette famille. Je peux accepter l'idée de la souffrance ressentie par chacun des participants du système couple, souffrance qui s'originerait de cette rupture, mais proposer une thérapie familiale (ou une forme de thérapie familiale) à **tous**, et notamment aux deux figures parentales, n'est ce pas implicitement transmettre aux enfants à un niveau réel, l'idée que cette rupture n'est pas définitive ?

Primum non nocere, il ne convient pas au tiers médiateur (ou thérapeute) de favoriser l'illusion d'une possible concrétisation du fantasme présent chez l'enfant :

le retour à l'organisation d'hier(papa et maman de nouveau ensemble).

A moins que dans cette optique on n'exclut d'emblée l'une ou l'autre des deux figures parentales ; mais alors nous nous trouvons dans une situation classique de thérapie familiale : la crise qui découle de la séparation et du départ de l'autre nécessite une réorganisation du système à partir de la seule figure parentale désormais présente.

Mais quid de la singularité de la médiation familiale ?

Ces trois constats ne peuvent que me conduire à réfuter l'hypothèse de la médiation familiale en tant que branche des thérapies, *dites familiales*, indépendamment de la grille de lecture utilisée par le tiers extérieur identifié comme médiateur ou choisi comme thérapeute.

Je dis bien : **choisi**, car dans tout processus thérapeutique ce qui est au centre de la séance et qui reste le ciment du processus, c'est bien l'alchimie particulière qui naît de la rencontre et non l'outil lui même ! Dit autrement, la psychothérapie ne peut se concevoir qu'à partir de la demande qui vient du sujet lui même et non d'une commande extérieure à la séance, ce tiers (commandeur de...) n'étant qu'en position de formuler une possibilité pour le sujet et non une obligation que ce dernier devra suivre ... ce qui est par exemple très significatif dans l'injonction thérapeutique.

A ce niveau de la réflexion, il me paraît également judicieux de réfuter la manière dont ces tiers, (choisis par qui ?) s'identifient vis à vis de l'extérieur : **ils feraient des thérapies !**

Si quelqu'un **fait**, c'est le sujet lui même, ou le groupe sujet, et non le tiers qui lui **ne fait que permettre**. La seule psychothérapie que l'on puisse faire, c'est la nôtre (ce qui en soit est déjà une sacré gageure !) et non celle de l'autre... Prétendre **faire** c'est paradoxalement, implicitement, reconnaître que l'on se situe en dehors du champ thérapeutique (répondre à la « commande » et non à la demande).

Le psychothérapeute ne peut prétendre exercer « un métier » (tel qu'on l'entend habituellement, tout comme le médiateur...) mais est en fonction, c'est à dire que c'est **l'autre qui le fait** et cela n'a de sens que parce qu'il **accepte cette position**.

Mais si l'on accepte le postulat ci-dessus, et si la médiation familiale n'est pas une branche des thérapies prétendues « familiales » (on ne l'a pas démontré tout du moins !) cela n'exclut pas la possibilité que la médiation puisse être, **à l'occasion**, un processus thérapeutique (mais pas familial). Je sais que je brise ici le tabou brandi par les gardiens du temple qui identifient la médiation familiale comme se situant au carrefour du social, du juridique et du psychologique ! Cette formulation « phagocyte » toute réflexion et a surtout, à mes yeux, vocation à faire l'impasse sur la nécessaire clarification conceptuelle.

Prétendre que la Médiation Familiale n'est pas une thérapie mais qu'elle peut avoir des effets thérapeutiques ! **C'est un peu juste comme singularité**.

L'amour, un bon repas, le sport, le soleil, la reprise d'une activité salariée... peuvent aussi avoir des effets thérapeutiques ! On peut même, paradoxe suprême, rencontrer des « thérapies » qui n'ont pas d'effet thérapeutique apparent !...

Remarque : définir la médiation comme se situant « au carrefour de » c'est lui refuser toute identité propre, elle n'existerait ainsi que par la grâce de ces autres espaces (bien entendu pertinents) : mais que devient le carrefour dès lors que l'on élimine les routes qui conduisent à ce dernier ?

On retrouve dans l'espace *médiation familiale* des concepts, des stratégies, des objectifs partagés avec les lieux thérapeutiques :

- il s'agit d'un processus (le sujet identifie lui même le but à atteindre et les questions à traiter) et non d'une intervention.
- Le médiateur est tiers dans la relation.
- Il faut qu'il y ait une demande du sujet lui même.
- Le tiers **choisi** n'a pas de compte à rendre à toute personne se situant en dehors de l'espace médiation.
- Le médiateur a été formé à une méthode.
- Le médiateur respecte une éthique, guide du processus.
- Le sujet demandeur paye la prestation.
- Il s'agit plus d'une fonction que d'un métier : activer le processus.
- Le médiateur ne connaît pas la solution.
- Le médiateur n'est pas le garant de la pertinence du résultat obtenu.
- La médiation se situe en dehors du champ du contrôle social.
- Le médiateur est impartial.

Que la Médiation Familiale ait également une incidence sur d'autres personnes (les enfants, par exemple) que les participants à la séance, n'est pas une spécificité de la médiation : la psychothérapie individuelle va aussi, à terme, avoir pour effet induit de modifier les interactions que noue le sujet avec son entourage et par extension, contribuer éventuellement à « aider ces derniers ».

Prétendre que la médiation familiale ne peut en aucun cas se confondre avec une thérapie (fusse t-elle ancrée sur le réel) c'est faire peu de cas de la demande et de l'autonomie du sujet lui même, comme également des présupposés théoriques qui organisent l'espace thérapeutique... **pour peu que l'on prenne comme référence une autre logique** que celle des thérapies d'inspiration analytique. D'autres formes de thérapies ont, depuis un demi siècle, vu le jour et bien souvent à partir des limites de ces dernières !...

Mettre un terme à une conjugalité, à l'origine librement consentie, s'accompagne de souffrances chez chacun des partenaires. Cette souffrance prend sa source non seulement sur la mort du couple réel (celui construit) et dont il faut désormais faire l'inventaire avant de procéder à la liquidation de l'héritage, mais également, dans cet adieu qu'il faut faire à l'occasion, au couple imaginé (celui de nos vingt ans et qu'on avait projeté mutuellement de construire).

C'est aussi et parfois exclusivement cette souffrance que les deux partenaires mettent en jeu dans la séance (et qui bloque à l'occasion le déroulement du processus) le médiateur pouvant ainsi être **choisi** pour les aider à faire un bout de chemin dont le seul objectif reste l'apaisement de cette souffrance afin de reprendre chacun, avec une vision singulière, son chemin de vie.

Ne s'agit-il pas ici d'une demande de type psychothérapeutique ?

Il faudrait, dans cette éventualité, que chaque partenaire formule le même type de demande (d'attente) et que le médiateur accepte de s'inscrire dans une démarche de cet ordre. Je formule alors l'hypothèse que cet homme et cette femme mettent non seulement un terme à leur aventure conjugale, mais qu'ils ont tous deux **besoin de la présence physique de l'autre** pour qu'un travail de reconstruction de soi prenne sens et les libère du conflit.

→ Au nom de quel principe cet espace ne serait-il plus l'espace de médiation ?

→ Au nom de quelle éthique le médiateur devrait il récuser cette demande ?

→ Existe-t-il un autre lieu (que celui de la médiation, y compris ordonnée) où un travail de ce type est possible ?

La seule explication qui me vient à l'esprit (je confesse qu'il en existe sans doute d'autres...) est celle qui conduit aujourd'hui *l'institution* à vouloir inscrire la médiation familiale dans le champ du contrôle social (que nombre d'entre nous viennent justement de quitter) à travers...le trop fameux ***intérêt supérieur de l'enfant***.

Pour paraphraser I. THERY, je dirais que l'une des fonctions du médiateur familial, c'est d'aider au démariage pour que justement l'enfant ne soit pas pris dans le triangle pervers décrit hier par HALEY (2) :

- une personne appartient à un autre niveau générationnel que les deux autres
- une coalition se constitue entre deux personnes de niveau générationnel différent (à l'initiative plus ou moins consciente de l'un des deux parents)
- Cette coalition est dirigée contre l'autre parent
- Cette coalition est déniée par le parent en alliance.

Dans cette configuration singulière, il n'y a plus de frontière intergénérationnelle, l'enfant ne pourra pas accéder librement à ses deux figures parentales et il y a tout lieu de craindre qu'il soit confronté demain à des difficultés pour construire une identité propre. Ce « dysfonctionnement » de la triade a vocation de maintenir artificiellement le couple à un autre niveau logique : l'enfant prenant ici la place du parent « absent ». Ne peut-on pas imaginer que la Médiation Familiale vise « justement », **dans l'intérêt de l'enfant**, à briser cette alliance « perverse » ?

Je ne veux pas prétendre que Médiation Familiale et Thérapie seraient deux espaces similaires, mais simplement démontrer que l'éventualité ne peut être évacuée au prétexte (je ne vois pas d'autres significations aujourd'hui) que cela permet de retarder à une échéance lointaine la nécessaire clarification conceptuelle qui organise la médiation familiale.

Thérapie de l'ici et maintenant pour les deux adultes dans leur dimension d'homme et de femme pour qu'ils puissent sereinement continuer leur propre roman et dégager l'enfant du poids de devoir porter le parent dans sa souffrance, problématique instituant de ce fait, une situation aux rapports inversés.

Bien entendu, ces propos iconoclastes sont pure fiction ils nous viennent d'un pays imaginaire ou l'on a commencé par « *déconstruire la logique traditionnelle de la formation* ».

Un pays où le champ de l'intime ne regarderait pas l'institution !...

Bernard CORTOT

REFLEXIONS A PROPOS DE LA MEDIATION FAMILIALE ET DE LA PSYCHOTHERAPIE !...

Propos de M.MAESTRE Psychologue - Psychothérapeute. (Exerce en libéral dans la région Lilloise)

Deux questions ;

- Quel est le sens de cet engouement pour la Médiation Familiale tant de la part des décideurs (politiques, institutionnels) que des travailleurs sociaux eux-mêmes ?
- Quelles sont les limites, c'est à dire les limites et les territoires respectifs entre : Médiation Familiale, thérapie conjugale, thérapie familiale, intervention socio-éducative systémique ?

I) De quoi s'agit-il?

Je repartirai de la définition donnée par Bernard Cortot citant la définition proposée par l'AMPF : « *La Médiation Familiale, notamment en matière de séparation et de divorce, est un processus de gestion des conflits dans lequel les membres de la famille demandent ou acceptent l'intervention confidentielle et impartiale d'une tierce personne, le médiateur familial. Son rôle est de les amener à trouver eux mêmes les bases d'un accord durable et mutuellement acceptable, tenant compte des besoins de chacun et particulièrement de ceux des enfants, dans un esprit de co-responsabilité parentale. La Médiation aborde tous les enjeux de la désunion, notamment relationnels, économiques, patrimoniaux.* ».

Bernard Cortot poursuit en écrivant : « ... *Par extension, ce processus peut être accessible à l'ensemble de la famille (ascendants, descendants, collatéraux) concernée par une rupture de communication dont l'origine est liée à une séparation.* »

Je dirais que, c'est « **par extension** » que la Médiation Familiale entre dans une problématique de « *Cohérences, paradoxes et contradictions* », comme s'est proposé de le traiter avec beaucoup de courage, Bernard Cortot.

II) A qui cela profite t-il ?

Je suis souvent sollicité par des travailleurs sociaux qui, connaissant ma longue pratique de thérapeute de couple et de famille, me demandent le nom de médiateurs familiaux qui les accepteraient en stage. En effet, un stage chez un praticien est demandé pour valider le cursus de formation à la Médiation Familiale, cette exigence est totalement cohérente et s'inscrit tout à fait dans un processus qui relève plus de l'apprentissage que de l'acquisition de connaissances. Malheureusement, je suis démuni face à leurs demandes, les lieux de stage étant aussi rares que le sont les médiateurs familiaux en exercice.

Cela nous fait nous interroger sur une nouvelle pratique, celle de médiateur familial, pour laquelle les prétendants sont nettement plus nombreux que les lieux d'exercice et que les praticiens eux-mêmes !...

L'intérêt porté à cette discipline professionnelle ne s'origine donc, ni du nombre de couples et de familles à la recherche d'un médiateur familial, ni d'hypothétiques lieux de médiation à la recherche de professionnels formés. D'où vient cet intérêt pour la Médiation Familiale ? Je vais tenter une réponse partielle à cette contradiction. Deux mots composent la dénomination de cette discipline : *Médiation et Famille*.

A propos de la famille, depuis une vingtaine d'année, c'est à dire depuis l'entrée de la civilisation occidentale dans la période post-moderne, nous assistons à une révolution culturelle des formes de vie familiale. Cette révolution se fait selon deux forces qui agissent sur la famille de façon antagoniste :

- L'une d'elle est centripète, elle intervient dans les familles dont les membres n'exercent pas d'activité professionnelle extérieure. Il s'agit principalement des familles carencées socialement qui dépendent des aides sociales, du RMI et d'éventuels stages. Ces familles sont dans un processus qui maintient les membres de la famille au domicile. Les adolescents devenus jeunes adultes, eux-mêmes en situation économique précaire, restent de plus en plus souvent chez les parents avec, dans certains cas, leur jeune conjoint(e) et un bébé. Cette promiscuité et cette absence de perspective et de rêve d'un lendemain plus confortable, constituent un contexte idéal au développement de conflits intra-familiaux.
- L'autre force qui s'exerce sur les familles post-modernes est centrifuge. Elle atteint les familles dont les adultes travaillent à l'extérieur de la maison dans un domaine d'activité en phase avec l'évolution économique contemporaine. Il s'agit principalement des métiers du commerce, de la grande distribution, de l'informatique, de la finance, mais aussi des métiers manuels à forte plus-value comme les soudeurs spécialisés, les professions du bâtiment, des travaux publics, des machines numériques, les ouvriers agricoles... Ces adultes actifs subissent des pressions en synergies avec leurs professions, elles-mêmes happées par les processus économiques de mondialisation qui exigent des « salariés post-modernes » d'être compétents dans leur domaine, disponibles et mobiles.

Ces deux forces qui croisent les familles aujourd'hui les déstabilisent, suscitent des conflits et génèrent chez celles-ci la nécessité d'une aide extérieure depuis que les régulateurs traditionnels ne sont plus présents ou inadaptés aux nouvelles formes de vie familiale. Notons au passage que les familles issues de l'immigration subissent avec encore plus de pression ces mécanismes antagonistes.

Nous pouvons faire l'hypothèse que la Médiation Familiale et avant elle, la Thérapie Familiale, suscitent de l'intérêt auprès du public essentiellement parce qu'elles portent en elles le concept de « famille » et semblent pouvoir proposer des solutions aux familles en crise.

Le terme de médiation est certainement l'un de ceux qui se sont le plus développés ces cinq dernières années. Il est lié au conflit et fleurit de plus en plus souvent dans les propos comme dans les lieux fortement urbanisés. Les citadins ne sont plus surpris aujourd'hui de croiser dans les rayons des grandes surfaces des jeunes gens, souvent des jeunes adultes effectuant un stage ou accomplissant un emploi précaire (ceux dont je parlais plus haut), affublés d'un dossard coloré, barré en grosses lettres du mot « MEDIEUR »- Quelquefois, c'est écrit en anglais, ça fait plus *tendance* !

Le concept de médiation est également en phase avec notre époque post-moderne et semble également proposer une alternative aux conflits et la garantie d'une certaine stabilité. En ville, il est synonyme de calme et de sécurité pour les urbains pour qui une présence policière plus visible serait davantage associée à des images de violence et de contrainte qu'à des images de paix.

Sans donc connaître la fonction des médiateurs familiaux, un public non averti pourra projeter sur la Médiation Familiale l'illusion qu'elle peut apporter des solutions dans des situations de conflits familiaux, un peu comme le conseil conjugal a pu laisser entendre qu'il avait des suggestions pour les couples en détresse. Cette question posée jadis au conseil conjugal revient par ricochets sur la Médiation Familiale, c'est à dire : où se trouve la frontière entre conseil conjugal et thérapie de couple, de même qu'aujourd'hui, nous nous interrogeons sur les indications qui conduisent un couple vers un médiateur familial plutôt qu'un thérapeute familial et conjugal ?

Bernard Cortot s'est interrogé sur cette question centrale qui, à mon sens, est fondamentale et fondatrice pour le mouvement des Médiations Familiales. Les cliniciens savent que le meilleur système de défense dont dispose l'être humain est de poser les bonnes questions au mauvais endroit ! Il évite ainsi de se confronter à sa propre culpabilité en entreprenant une démarche d'aide et s'assure en même temps de formuler une allégation qui ne sera pas trop coûteuse en énergie, puisque le changement s'avèrera impossible.

Je m'associe à Bernard Cortot lorsqu'il écrit : « **la psychothérapie ne peut se concevoir qu'à partir de la demande qui vient du sujet lui-même et non d'une commande extérieure à la séance, ...** » En effet, une des limites qui sépare Médiation Familiale et thérapie (familiale ou conjugale) concerne l'origine de cette demande. J'ajouterais que de savoir si celle-ci émane d'un tiers extérieur ou du couple lui-même est un indicateur nécessaire mais pas suffisant. Il faut évaluer l'ensemble des caractéristiques qui poussent les sujets à consulter.

Je proposerais donc, comme l'a fait Robert NEUBURGER(1984)¹ que le système en thérapie est au complet lorsque les éléments qui constituent la demande sont rassemblés, c'est à dire : ***l'allégation, la souffrance et le symptôme*** ! Si l'un de ces éléments est absent, nous ne sommes plus dans le champ de la psychothérapie.

¹ NEUBURGER R., *L'autre Demande*, ESF, Paris 1984

III) Quelle place pour la Médiation Familiale ?

S'il existe un champ d'intervention laissé libre par les psychothérapies et le conseil conjugal c'est bien celui de la Médiation Familiale en matière de séparation divorce.

Lorsqu'un couple a décidé de divorcer ***et après avoir évalué qu'il ne s'agisse pas d'une demande de thérapie conjugale cachée sous une demande de divorce***, le médiateur familial, formé pour pratiquer cette évaluation, pourra proposer une médiation. La Médiation Familiale trouvera également pleinement sa place auprès des couples non mariés qui ont décidé de se séparer, en leur proposant, à travers la médiation, de ritualiser cette séparation et de pouvoir entamer un travail de deuil indispensable pour continuer à vivre au delà de la rupture.

La Médiation Familiale n'est pas un parent pauvre de la psychothérapie, s'accordant de répondre aux demandes les moins complexes, elle constitue une discipline à part entière. Elle rencontrera son public si elle montre clairement son chemin d'accès, son champ d'intervention et les problématiques concernées tant du point de vue du contenu que de celui de la relation.

Michel MAESTRE,

Les publications :

- 1) MAESTRE M. et BRUNIAUX J.P. : «Peut-on éviter le processus de triple désignation : famille disqualifiée, enfant à problèmes, éducateur super compétent ? », dans la revue «Résonance», n°7, Toulouse, 1995.
- 2) MAESTRE M. : «L'expertise familiale systémique : une alternative à la thérapie sous mandant judiciaire», dans la revue «Génération», n°4, Paris, 1995
- 3) MAESTRE M. : «Famille, institution : quelles rivalités ? », dans la revue «Génération», n°6, Paris, 1996.
- 4) MAESTRE M. : «Co-crédation et processus de formation», dans la revue «Génération», n°13, Paris, 1998.
- 5) MAESTRE M. : «L'adieu au couple de nos vingt ans», dans les «Cahiers critiques de thérapie familiale et de pratiques de réseaux», N°20, DEBOECK UNIVERSITE, Bruxelles 1998.
- 6) MAESTRE M. : «L'utilisation du génogramme en thérapie de couple» dans les «Cahiers critiques de thérapie familiale et de pratiques de réseaux», N°25, DEBOECK UNIVERSITE, Bruxelles 2000.

L'ETRE et L'AVOIR DANS la MEDIATION FAMILIALE

L'identité du sujet en question

La question de l'être et de l'avoir est une question anthropologique qui structure les modes d'expérience des individus dans leur rapport au monde. Appliquée à la famille, elle souligne les enjeux qui se cachent derrière des fonctionnements que l'on pourrait penser à priori anodins. Affirmer <<j'ai des enfants>>, <<j'ai un mari>>, n'est pas équivalent à dire <<je suis le parent de...>>, <<je suis l'épouse de...>> et pour reprendre l'idée développée par Pierre BOURDIEU dans son ouvrage <<Ce que parler veut dire>>, les mots véhiculent des modes de penser même si ceux-ci sont la plupart du temps inconscients. Le langage est désormais littéralement envahi par des expressions qui ramènent toutes réalités à l'avoir. Ce mot est présent dans la plupart des phrases y compris dans les expressions qui définissent l'être :

<<on a des problèmes>>, <<on a des insomnies>>, <<on a de beaux enfants>>. Le <<je>> de l'expérience est remplacé par le <<ça>> de la possession. Plus aucune dimension humaine n'échappe à la réification.

Réfléchir à cette question aboutit en quelque sorte à prendre des distances à l'égard du mode dominant de rapport au monde fondé sur l'avoir.

Ce qui fonde notre rapport au monde renvoie nécessairement à ce que nous sommes et qui n'est pas figé. S'interroger sur les déterminants du changement conduit à pointer les périodes de rupture notamment conjugale comme des <<accélérateurs d'identité>>. N'est ce pas l'identité du sujet qui est la principale en cause lorsqu'il y a séparation ? Que devenons-nous sans ce partenaire qui fût pendant si longtemps une composante et le témoin de nous-même ? Le sujet dont l'identité est fragilisé par la fin du couple peut adopter diverses stratégies pour surmonter ses difficultés et notamment s'agripper à tout ce qu'il possède ou pourrait posséder y compris et surtout ses enfants.

Pour comprendre cette dérive, il faut repartir de la notion d'individu qui, bien qu'elle apparaisse naturelle aujourd'hui, est en fait, comme le souligne Norbert ELIAS, une construction historique contemporaine de l'économie du marché et de la démocratie politique. L'individu est né avec l'époque moderne ou plutôt en fût la condition jusqu'à la défense des idées de liberté et d'égalité. Mais avec l'émergence de l'individu libre qui est hissé au rang de citoyen, apparaît la conscience soudaine et angoissante de son insignifiance. Une fois les réseaux de solidarité traditionnelle disloqués, la question de son appartenance, de son identité et de la définition de sa propre limite est réactivée avec sa dimension anxiogène.

Les psychanalystes ont résolu de traiter cette question en inventant le concept de soi qui désigne l'ensemble des perceptions, sentiments et représentations qu'une personne se fait d'elle-même et renvoie à des notions familières comme l'image et l'estime de soi. Il y a, dans nos sociétés contemporaines, comme une injonction à se réaliser, injonction vécue dans le secret de notre subjectivité comme une peur de ne

pas être à la hauteur d'un projet que nous sommes seul à définir. Car le credo est bien celui de l'épanouissement personnel. A force d'être renvoyé à soi, l'individu qui n'en finit plus d'être à la recherche de lui-même, est devenu la proie rêvée d'un conformisme grégaire sur lequel la publicité bâtit son empire. Et le couple réapparaît plus que jamais au cœur des problématiques.

Devenue une composante fondamentale de l'identité du sujet, il s'impose comme un rempart qui nous protège de la dilution de notre personne dans le magma égalitaire. Parallèlement, il s'est extrêmement fragilisé avec le développement du travail des femmes qui rend possible leur indépendance, l'augmentation de l'espérance de vie et les attentes toujours plus grandes à son égard. Le couple victime de son succès en quelque sorte...

Dans ce contexte, la médiation familiale constitue une contre-culture car elle se distingue de la logique gagnant/perdant du système juridique dominant. Elle se distingue également du système marchand car, bien que payante, elle ne conduit à aucun bénéfice des services qui le mettent en œuvre. La contribution qui est demandée aux personnes est proportionnelle à leur revenu. Elle se distingue enfin, de la logique dominante par la place qu'elle accorde à l'être. En effet, le processus de médiation encourage les sujets à s'interroger sur leur propre fonctionnement et sur leur capacité de trouver eux-mêmes des solutions à leur dissension. C'est un processus de construction/reconstruction d'un soi fissuré par la rupture pour imaginer des arrangements supportables pour les deux parents dans la prise en compte et le respect des besoins de chacun. Entreprendre une médiation familiale amène nécessairement les personnes concernées à reconsidérer leur rapport au monde et à accorder de l'importance à l'être. Si ce n'est pas le cas, cela peut entraver le processus jusqu'à faire échouer d'éventuels accords.

En outre, si les principes fondateurs de la médiation familiale se rattachent à une pensée de l'être, c'est par leurs caractères délibérément non manichéens. Il ne s'agit en aucun cas d'appliquer une morale du bien et du mal. Nous ne sommes pas ici dans une approche binaire qui chercherait à désigner les méchants mais plutôt dans une pensée du complexe qui interroge le conflit plutôt qu'il ne le rejette. Une famille perdure au-delà de la rupture du couple selon une logique mise en lumière par les systémiciens.

Dans cette optique, tout l'art du médiateur va être de provoquer une bascule de l'avoir vers l'être et permettre aux médiés, malgré leur souffrance, d'envisager l'avenir autrement que crispé sur le calcul de leurs acquis respectifs.

Caroline DANIEL